

CONSEIL COMMUNAL DU 27 AOÛT 2020
GEMEENTERAAD VAN 27 AUGUSTUS 2020

REGISTRE
REGISTER

Présents	Ingrid Haelvoet, <i>Président du Conseil communal/Voorzitter van de Gemeenteraad</i> ;
Aanwezig	Mohamed Ridouane Chahid, <i>Bourgmestre f.f./Wvd Burgemeester</i> ; David Cordonnier, Pascal Freson, Ali Ince, Martine Raets, Muriel Duquennois, Habibe Duraki, <i>Echevin(e)s/Schepenen</i> ; Marc Bondu, Alain Vander Elst, Hicham Talhi, Belma Tek, Véronique Mbombo Tshidimba, Firyann Kaplan, Jean-Philippe Mommart, Housini Chairi, Latifa Benallal, Martine Lion , Sébastien Lepoivre, Alessandro Zappala, Jean-Luc Muleo, Philip Surmont, Nordine El Farouri, Dirk Langhendries, Claire Finné, Elsje Bouttelgier , Philippe Michotte, Arsim Jakupi, José Garcia Martin , Richard Christiaens, Sarah El Ghorfi, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Dirk Borremans, <i>Secrétaire communal/Gemeentesecretaris</i> .
Excusés	Véronique Levieux, <i>Echevin(e)/Schepen</i> ;
Verontschuldigd	Rudi Vervoort, Guy Vanhengel, Christian Beoziere, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Madame I. Haelvoet, présidente du conseil communal, demande conformément à l'article 97 de la nouvelle loi communale l'accord du conseil pour l'ajout d'un point complémentaire à l'ordre du jour, à savoir :

- Ordonnance de police du Bourgmestre du 20 août 2020 sur l'interdiction, à l'exception des débits de boisson, restaurants, services de livraison, de vendre des boissons alcoolisées à emporter sur le territoire de la commune de Evere de 22h à 7h du matin à partir du 21 août jusqu'au 13 septembre 2020 inclus.

Tous les membres présents marquent leur accord, à savoir : mesdames et messieurs : Haelvoet, Chahid, Cordonnier, Freson, Ince, Raets, Duquennois, Duraki, Bondu, Vander Elst, Talhi, Tek, Mbombo Tshidimba, Kaplan, Mommart, Chairi, Benallal, Lion, Lepoivre, Zappala, Muleo, Surmont, El Farouri, Langhendries, Finné, Bouttelgier, Michotte, Jakupi, Garcia Martin, Christiaens, El Ghorfi.

Mevrouw I. Haelvoet, voorzitter van de gemeenteraad, vraagt overeenkomstig het artikel 97 van de nieuwe gemeentewet het akkoord van de gemeenteraad voor de toevoeging van één bijkomend punt aan de agenda, te weten :

- Politieverordening van de Burgemeester van 20 augustus 2020 betreffende het verbod op de verkoop van alcoholische dranken om mee te nemen, met uitzondering van drankgelegenheden, restaurants, bezorgdiensten, van 22 uur tot 7 uur 's morgens vanaf 21 augustus 2020 tot en met 13 september 2020 op het grondgebied van de gemeente Evere.

Alle aanwezige leden gaan akkoord, te weten de dames en heren : Haelvoet, Chahid, Cordonnier, Freson, Ince, Raets, Duquennois, Duraki, Bondu, Vander Elst, Talhi, Tek, Mbombo Tshidimba, Kaplan, Mommart, Chairi, Benallal, Lion, Lepoivre, Zappala, Muleo, Surmont, El Farouri, Langhendries, Finné, Bouttelgier, Michotte, Jakupi, Garcia Martin, Christiaens, El Ghorfi.

SECRETARIAT COMMUNAL - GEMEENTESECRETARIAAT

27.08.2020/A/0001 **Motion inscrite à l'ordre du jour suite à la demande écrite du 29 mai 2020 de Monsieur Jean-Philippe Mommart, Conseiller communal, au nom du groupe Ecolo-Groen. Motion concernant le projet de potagers du Parc Mandela.**

Motie ingeschreven op de agenda ingevolge het schriftelijk verzoek dd. 29 mei 2020 van de Heer Jean-Philippe Mommart, Gemeenteraadslid, in naam van de fractie Ecolo-Groen. Motie betreffende de moestuinen in het Park Mandela.

M. Jean-Philippe Mommart, conseiller communal, commente le projet de motion dont le texte est repris ci-dessous :

Le Conseil Communal,

Considérant le projet de potagers dans le parc Mandela qui a été annoncé en 2013;

Considérant la note d'orientation de la majorité du 7 novembre 2019 où il est indiqué "la volonté de participation citoyenne pour les aménagements de l'espace public" et le souhait "de faciliter la création de potagers collectifs et de jardin citoyen";

Considérant la réponse faite à l'interpellation au conseil communal du 27 juin de madame Claire Finné concernant les potagers communaux qui indiquait que le budget était prévu en 2019;

Considérant qu'il existe un permis d'urbanisme et un plan d'aménagement;

Considérant la réponse à la question écrite de madame Claire Finné du 16 janvier 2020 indiquant qu'il y a 12 potagers de prévu et que cela correspond au nombre de demandes;

Considérant que le budget n'a pas été prévu en 2020;

Considérant la situation budgétaire difficile dans laquelle se trouve la commune actuellement et la volonté de lisser l'effort budgétaire sur 3 ans;

Décide :

- de procéder à une modification budgétaire en 2020 pour l'aménagement et la construction de 2 cabanons dans le parc Mandela;
- de concrétiser le projet des potagers en 2020 en concertation avec les habitants et les personnes intéressées;
- d'inclure dans le budget 2021 et 2022, la construction des autres cabanons.

S'en suit une discussion entre plusieurs conseillers communaux sur la nécessité d'une relation constructive, positive et respectueuse entre groupes et conseillers des partis de la

majorité et de l'opposition, sur une concertation voulue entre partis tant de la majorité que de l'opposition en cas de dépôt de motions afin d'arriver à une rédaction pouvant convenir au plus grand nombre de partis ou de conseillers et sur la délicatesse et le respect des personnes et de leurs fonctions lors d'échanges sur les réseaux sociaux.

M. R. Chahid, bourgmestre ff, rappelle qu'il a fait, quand il a pris ses fonctions, un appel à la collaboration de tous au sein du conseil communal et qu'il est disponible à tout moment pour l'ensemble des conseillers communaux qu'il respecte et qu'il n'insultera jamais sur les réseaux sociaux.

Il dit ensuite ne pas comprendre le but visé par le dépôt de la motion, l'initiative de développer des potagers dans le parc N. Mandela ayant été prise sous la législation précédente.

Le point est refusé.

31 votants : 7 votes positifs, 17 votes négatifs, 7 abstentions.

Het punt wordt geweigerd.

31 stemmers : 7 positieve stemmen, 17 negatieve stemmen, 7 onthoudingen.

SECTEUR FINANCIER - SECTOR FINANCIËN

27.08.2020/A/0002 **Contentieux fiscal – Taxe sur la mise en disposition et la location de chambres ou appartements meublés (Exercice d'imposition 2011) – Introduction d'un recours devant la Cour de cassation.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Vu la réclamation écrite du 28 septembre 2011, introduite par courrier recommandé par « NELISSEN GRADE – Association d'avocats, représentant 129 contribuables, à l'encontre de la taxe sur la mise en disposition et la location de chambres ou appartements meublés, que ce soit ou non dans le cadre d'une activité hôtelière – Lieu : avenue Henry Dunant n^{os} 36, 38, 40, 50, 52, 54 et 56 à Evere – Exercice d'imposition 2011 – Rôle 4341/1 et enregistrée en nos services sous la référence : réclamation GK-274 ;

Vu la deuxième réclamation écrite du 17 décembre 2012, introduite par courrier recommandé par « NELISSEN GRADE – Association d'avocats, représentant 6 contribuables, à l'encontre de la taxe sur la mise en disposition et la location de chambres ou appartements meublés, que ce soit ou non dans le cadre d'une activité hôtelière – Lieu : avenue Henry Dunant n^{os} 22 et 36 à Evere – Exercice d'imposition 2011 – Rôle 4341/3 et enregistrée en nos services sous la référence : réclamation GK-297 ;

Vu l'arrêt final du 2 juin 2020 rendu par la Cour d'appel de Bruxelles (Chambre 6N, néerlandophone), qui invalide les taxes enrôlées pour l'exercice d'imposition 2011 (numéros de rôle : 2015/AF/312, 2015/AF/330 en 2017/AF/90, représentant 131 contribuables pour un total de 180 avertissements-extraits de rôle, pour une somme de 191.500,00 euros), car pour la Cour la taxe litigieuse repose sur les éléments essentiels qui constituent la base directe de l'impôt sur le revenu foncier ; il y a donc violation de l'article

464, 1° du CIR 1992 ;

Vu le mémorandum du 22 juin 2020 de notre conseil Maître Antoine Dayez qui conclut par un avis positif quant aux chances raisonnables d'obtenir gain de cause en cas de pourvoi en cassation ;

Considérant que, selon Maître Antoine Dayez, si cet arrêt demeure non contesté, il risque de devenir un précédent qui mettrait en péril non seulement la taxe en cause, mais également le principe même de celle-ci, ainsi que la capacité des communes à imposer des faits ou des activités qui, par ailleurs, sont pris en compte dans le cadre des impôts sur les revenus : on peut, par exemple, s'interroger sur le sort des taxes sur les surfaces de bureau ;

Considérant qu'en application de l'article 270 de la nouvelle loi communale, il revient au Conseil communal d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins d'introduire cette action en justice ;

Vu les finances communales ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'art. 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins :

DECIDE :

Article 1 :

D'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à introduire un pourvoi en cassation à l'encontre de l'arrêt final du 2 juin 2020 rendu par la Cour d'appel de Bruxelles (Chambre 6N, néerlandophone), qui invalide les taxes enrôlées pour l'exercice d'imposition 2011 (numéros de rôle : 2015/AF/312, 2015/AF/330 en 2017/AF/90), pour un total de 180 avertissements-extraits de rôle.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations à transmettre à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 30 votes positifs, 1 abstention.

Belastinggeschil – Belasting op het ter beschikking stellen en het verhuren van gemeubelde kamers of appartementen (Aanslagjaar 2011) – Indienen van een bezwaar bij het Hof van Cassatie.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op het aangetekende bezwaarschrift van 28 september 2011 ingediend door

“NELISSEN GRADE – Advocatenassociatie”, vertegenwoordiger van 129 belastingplichtigen, ten aanzien van de belasting op het ter beschikking stellen en het verhuren van gemeubelde kamers of appartementen, al dan niet in het kader van een hotelactiviteit – Ligging : Henry Dunantlaan nrs 36, 38, 40, 50, 52, 54 en 56 te Evere – Aanslagjaar 2011 – Kohier 4341/1 en geregistreerd bij onze diensten met als referentie : bezwaar GK-274;

Gelet op het tweede aangetekende bezwaarschrift van 17 december 2012 ingediend door “NELISSEN GRADE – Advocatenassociatie”, vertegenwoordiger van 6 belastingplichtigen, ten aanzien van de belasting op het ter beschikking stellen en het verhuren van gemeubelde kamers of appartementen, al dan niet in het kader van een hotelactiviteit – Ligging: Henry Dunantlaan nrs 22 en 36 te Evere – Aanslagjaar 2011 – Kohier 4341/3 en geregistreerd bij onze diensten met als referentie: bezwaar GK-297;

Gelet het eindarrest van 2 juni 2020 van het Hof van Beroep te Brussel (Kamer 6N, Nederlandstalig), dat de belastingaanslagen ongeldig acht voor het aanslagjaar 2011 (rolnummers: 2015/AF/312, 2015/AF/330 en 2017/AF/90, vertegenwoordigen 131 belastingplichtigen voor een totaal van 180 aanslagbiljetten, voor een som van 191.500,00 euro), want voor het Hof steunt de bestreden belasting op de wezenlijke componenten die rechtstreeks de grondslag van de inkomstenbelasting inzake onroerende goederen uitmaken; derhalve is er een schending van artikel 464, 1° van het WIB 1992;

Gelet het memorandum van 22 juni 2020 van onze raadsman Meester Antoine Dayez die besluit met een positief oordeel omtrent de redelijke kansen op succes bij een cassatieberoep;

Overwegende dat wanneer volgens Meester Antoine Dayez dit arrest onbetwist blijft, het een precedent dreigt te worden dat niet alleen de belasting in kwestie in gevaar brengt, maar ook het beginsel zelf, evenals de bevoegdheid van de gemeenten om feiten of activiteiten op te leggen, waarmee bovendien wordt rekening gehouden in het kader van de inkomstenbelastingen: men kan zich bijvoorbeeld afvragen wat er met de belastingen op kantooroppervlakten gebeurt;

Overwegende dat in toepassing van artikel 270 van de nieuwe gemeentelijke wet, het de gemeenteraad toekomt het college van burgemeester en schepenen te machtigen om deze juridische stappen te ondernemen;

Gelet de gemeentelijke financiën;

Gelet artikel 117 van de nieuwe gemeente wet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998, houdende regeling van het administratieve toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende het voorleggen aan de regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratieve toezicht;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Aan het College van burgemeester en schepenen toestemming te geven een cassatieberoep in te dienen tegen het eindarrest van 2 juni 2020 van het Hof van Beroep te Brussel (Kamer 6N, Nederlandstalig), dat belastingaanslagen ongeldig acht voor het aanslagjaar 2011 (rolnummers: 2015/AF/312, 2015/AF/330 en 2017/AF/90), voor een totaal van 180 aanslagbiljetten.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst van beraadslagingen die aan de toezichthoudende overheid moet worden overgemaakt met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 30 positieve stemmen, 1 onthouding.

27.08.2020/A/0003 **Fabrique d’Eglise de Saint-Vincent - Compte de l’exercice 2019. Avis.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Vu le compte pour l’exercice 2019 de la Fabrique d’Eglise de Saint-Vincent, arrêté par son Conseil de fabrique le 3 juin 2020 comme suit :

	Recettes	Dépenses	Boni / Mali
Compte pour l’exercice 2019	38.429,52€	38.429,52€	0,00€

Considérant que le compte 2019 est accompagné des documents nécessaires et des pièces justificatives et se clôture en équilibre sans intervention pécuniaire de la commune;

Considérant que nous avons reçu un état du patrimoine ce qui nous permet d’avoir une vue claire de la comptabilité de la fabrique d’Eglise de Saint-Vincent;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d’église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Vu l’article 7 de l’ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D’émettre un AVIS FAVORABLE au sujet de l’approbation par l’autorité supérieure du compte pour l’exercice 2019 de la Fabrique d’Eglise de Saint-Vincent.

Article 2 :

De transmetten au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale la présente délibération et le dossier en deux exemplaires.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 23 votes positifs, 8 abstentions.

Kerkfabriek van Sint-Vincentius - Rekening voor het dienstjaar 2019. Advies.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op de rekening voor het dienstjaar 2019 van de Kerkfabriek Sint-Vincentius, afgesloten door haar kerkraad op 3 juni 2020 als volgt :

	Ontvangsten	Uitgaven	Overschot / Tekort
Rekening voor het dienstjaar 2019	38.429,52€	38.429,52€	0,00€

Overwegende dat de nodige documenten en bewijsstukken aan de rekening 2019 zijn toegevoegd en dat deze zich met een evenwicht afsluit zonder financiële tussenkomst van de gemeente;

Overwegende dat de we een vermogensstaat hebben mogen ontvangen wat een duidelijk overzicht van de boekhouding van de Kerkfabriek Sint-Vincentius mogelijk maakt;

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een GUNSTIG ADVIES uit te brengen nopens de goedkeuring door de hogere overheid van de rekening voor het dienstjaar 2019 van de Kerkfabriek Sint-Vincentius.

Artikel 2 :

Onderhavige beraadslaging en het dossier in tweevoud over te maken aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 23 positieve stemmen, 8 onthoudingen.

TUTELLE CPAS - OCMW TOEZICHT

27.08.2020/A/0004 **C.P.A.S. - 106-20200624-A-0004 - Modification budgétaire n° 1 - 2020.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu l'article 112ter §2 de l'ordonnance du 14 mars 2019 modifiant la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres Publics d'Aide Sociale, anciennement l'article 89 §2;

Vu la délibération du 18 décembre 2019 du Centre Public d'Aide Sociale d'Evere approuvant le budget de l'exercice 2020, qui prévoit une dotation communale de 10.537.889,35 € au service d'exploitation;

Vu la délibération du Conseil communal du 09 janvier 2020 approuvant le budget communal pour l'exercice 2020 incluant une dotation au Centre Public d'Aide Sociale d'Evere d'un montant de 10.537.889,35 €;

Vu la délibération du 24 juin 2020 du Centre Public de l'Action Sociale d'Evere approuvant la modification budgétaire n°1 de l'exercice 2020 sans demande d'intervention supplémentaire;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver la modification budgétaire n°1 de l'exercice 2020 du Centre Public de l'Action Sociale d'Evere avec une dotation communale totale de 10.537.889,35 € compte tenu qu'aucune intervention supplémentaire de notre administration n'est demandée.

Article 2 :

De transmettre la présente délibération en deux exemplaires au Centre Public de l'Action Sociale d'Evere.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 17 votes positifs, 14 abstentions.

O.C.M.W. - 106-20200624-A-0004 - Begrotingswijziging nr 1 - 2020.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op artikel 112ter §2 van de ordonnantie van 14 maart 2019 tot wijziging van de

organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn, voorheen artikel 89 §2;

Gelet op de beraadslaging van 18 december 2019 van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Evere, houdende goedkeuring van de begroting voor het dienstjaar 2020, dewelke een gemeentelijke dotatie voorziet van 10.537.889,35 € op de exploitatiedienst;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 09 januari 2020, houdende goedkeuring van de gemeentelijke begroting voor het dienstjaar 2020 waarin een dotatie aan het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Evere werd ingeschreven voor een bedrag van 10.537.889,35 €;

Gelet op de beraadslaging van 24 juni 2020 van de Raad van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Evere, houdende goedkeuring van de begrotingswijziging nr 1 voor het dienstjaar 2020 zonder verzoek tot bijkomende tussenkomst;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998, houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De begrotingswijziging nr 1 van het dienstjaar 2020 van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Evere goed te keuren met een totale gemeentelijke dotatie van 10.537.889,35 €, rekening houdend dat er geen enkele bijkomende tussenkomst van de gemeente gevraagd wordt.

Artikel 2:

Onderhavige beraadslaging in twee exemplaren over te maken aan het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Evere.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient overgemaakt te worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 17 positieve stemmen, 14 onthoudingen.

27.08.2020/A/0005 **C.P.A.S. - 106-20200812-A-0004 - Clôture du compte du CPAS - Exercice 2019.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu l'article 112ter §2 de l'ordonnance du 14 mars 2019 modifiant la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres Publics d'Aide Sociale, anciennement l'article 89 §2;

Vu la délibération du 18 décembre 2019 du Centre Public d'Aide Sociale d'Evere approuvant le budget de l'exercice 2020, qui prévoit une dotation communale de 10.537.889,35 € au service d'exploitation;

Vu la délibération du Conseil communal du 09 janvier 2020 approuvant le budget communal pour l'exercice 2020 incluant une dotation au Centre Public d'Aide Sociale d'Evere d'un montant de 10.537.889,35 €;

Vu la délibération du 24 juin 2020 du Centre Public de l'Action Sociale d'Evere approuvant la modification budgétaire n°1 de l'exercice 2020 sans demande d'intervention supplémentaire;

Vu la réunion de concertation du 6 août 2020 entre l'Administration communale et le Centre Public de l'Action Sociale d'Evere;

Vu la délibération du 12 août 2020 du Centre Public de l'Action Sociale d'Evere approuvant le compte de l'exercice 2019 avec un mali comptable de 275.096,72 €;

Vu l'article 9 de l'arrêté du 26 octobre 1995 du règlement général de la comptabilité des centres publics de l'action sociale de la Région de Bruxelles-Capitale qui prescrit de régulariser le résultat comptable sur la dotation communale de l'exercice en cours;

Vu l'article 7 du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le compte 2019 du Centre Public de l'Action Sociale d'Evere.

Article 2 :

De fixer la nouvelle dotation communale pour le Centre Public de l'Action Sociale d'Evere pour l'exercice 2020 à 10.812.986,07 €, soit une augmentation de 275.096,72 €.

Article 3 :

De prévoir lors de la prochaine modification budgétaire de l'Administration communale une augmentation de 275.096,72 € à l'article budgétaire 8310106/435-01.

Article 4 :

De transmettre la présente délibération en deux exemplaires au Centre Public de l'Action Sociale d'Evere.

Article 5 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 17 votes positifs, 14 abstentions.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op artikel 112ter §2 van de ordonnantie van 14 maart 2019 tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn, voorheen artikel 89 §2;

Gelet op de beraadslaging van 18 december 2019 van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Evere, houdende goedkeuring van de begroting voor het dienstjaar 2020, dewelke een gemeentelijke dotatie voorziet van 10.537.889,35 € op de exploitatiedienst;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 09 januari 2020, houdende goedkeuring van de gemeentelijke begroting voor het dienstjaar 2020 waarin een dotatie aan het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Evere werd ingeschreven voor een bedrag van 10.537.889,35 €;

Gelet op de beraadslaging van 24 juni 2020 van de Raad van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Evere, houdende goedkeuring van de begrotingswijziging nr 1 voor het dienstjaar 2020 zonder verzoek tot bijkomende tussenkomst;

Gelet op de overlegvergadering van 6 augustus 2020 tussen de Gemeentelijke administratie en het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Evere;

Gelet op de beraadslaging van 12 augustus 2020 van de Raad van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Evere, houdende goedkeuring van de rekening voor het dienstjaar 2019 met een nadelig boekhoudkundig saldo van 275.096,72 €;

Gelet op artikel 9 van het besluit van 26 oktober 1995 van het algemeen reglement van boekhouding voor openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die het regulariseren van het boekhoudkundig resultaat op de gemeentelijke dotatie verplicht in het lopend jaar;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998, houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De rekening 2019 van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Evere goed te keuren.

Artikel 2 :

De nieuwe gemeentelijke dotatie van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Evere voor het dienstjaar 2020 vast te stellen op 10.812.986,07 €, hetzij een verhoging van 275.096,72 €.

Artikel 3 :

Een verhoging te voorzien van 275.096,72 € op het begrotingsartikel 8310106/435-01 bij de komende begrotingswijziging van de Gemeentelijke administratie.

Artikel 4 :

Onderhavige beraadslaging in twee exemplaren over te maken aan het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Evere.

Artikel 5 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient overgemaakt te worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 17 positieve stemmen, 14 onthoudingen.

SECTEUR VIE CITOYENNE - SECTOR MAATSCHAPPELIJK LEVEN

27.08.2020/A/0006 **Ordonnance de police du Bourgmestre du 25.07.2020 rendant obligatoire le port du masque en certains endroits du territoire communal pour raison de salubrité publique durant la pandémie de coronavirus Covid-19.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Vu l'article 135, §2 de la Nouvelle loi communale qui dispose que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la sécurité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ; et notamment le soin de prévenir, par les précautions convenables, et celui de faire cesser par la distribution des secours nécessaires, les accidents et fléaux calamiteux, tels que les incendies, les épidémies et les épizooties;

Vu l'article 134 de la même loi qui, en cas d'urgence, confie au bourgmestre cette compétence réglementaire de police, lorsque le moindre retard pourrait occasionner des dangers ou des dommages pour les habitants;

Vu l'arrêté ministériel du 13 mars 2020 portant déclenchement de la phase fédérale concernant la coordination et la gestion de la crise coronavirus Covid-19;

Considérant qu'en cas d'événements graves, imprévus et qui nécessitent une réaction urgente, le bourgmestre est fondé à se substituer au conseil communal pour exercer le pouvoir réglementaire de police communale de ce dernier;

Vu l'adoption d'une ordonnance de police du Bourgmestre rendant obligatoire le port du masque en certains endroits du territoire communal pour raison de salubrité publique durant la pandémie de coronavirus Covid-19 à partir du 25.07.2020;

Considérant que cette ordonnance de police doit être approuvée par le conseil communal

lors de sa prochaine réunion;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver l'ordonnance de police du Bourgmestre du 25.07.2020 rendant obligatoire le port du masque en certains endroits du territoire communal pour raison de salubrité publique durant la pandémie de coronavirus Covid-19.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Politieverordening van de Burgemeester van 25.07.2020 tot verplichting van het dragen van een masker op bepaalde plaatsen op het gemeentelijke grondgebied om redenen van volksgezondheid tijdens de coronavirus-Covid-19-pandemie.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet dat artikel 135, §2 van de Nieuwe Gemeentewet bepaalt dat de gemeenten tot taak hebben om ten behoeve van de inwoners te voorzien in een goede politie, met name de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen; en met name het nemen van passende maatregelen om rampen en plagen, zoals brand, epidemieën en epizoótieën te voorkomen;

Gelet dat artikel 134 van diezelfde wet die, in geval van nood, deze regelgevende bevoegdheid van de politie aan de burgemeester toevertrouwt wanneer de minste vertraging gevaar of schade zou kunnen veroorzaken voor de inwoners;

Gelet op het ministerieel besluit van 13 maart 2020 houdende de afkondiging van de federale fase betreffende de coördinatie en het beheer van de crisis door het coronavirus COVID-19;

Overwegende dat in geval van ernstige, onvoorziene gebeurtenissen die een dringende reactie vereisen, de burgemeester het recht heeft de gemeenteraad te vervangen om de regelgevende bevoegdheid van de gemeentepolitie uit te oefenen; onder verplichting voor hem om daarvan onverwijld aan de gemeenteraad kennis te geven;

Gelet op de goedkeuring van een politieverordening tot verplichting van het dragen van een masker op bepaalde plaatsen op het gemeentelijke grondgebied om redenen van volksgezondheid tijdens de coronavirus-COVID-19-pandemie en die in andere dringende

maatregelen voorziet vanaf 25.07.2020;

Overwegende dat deze politieverordening door de gemeenteraad moet goedgekeurd worden op de volgende vergadering;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De politieverordening van de Burgemeester van 25.07.2020 tot verplichting van het dragen van een masker op bepaalde plaatsen op het gemeentelijke grondgebied om redenen van volksgezondheid tijdens de coronavirus-Covid-19-pandemie goed te keuren.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

27.08.2020/A/0007

Ordonnance de police du Bourgmestre du 29.07.2020 rendant obligatoire le port du masque en certains endroits du territoire communal pour raison de salubrité publique durant la pandémie de coronavirus Covid-19 et prévoyant d'autres mesures d'urgence.

LE CONSEIL, réuni en séance publique ;

Vu l'article 135, §2 de la Nouvelle loi communale qui dispose que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la sécurité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ; et notamment le soin de prévenir, par les précautions convenables, et celui de faire cesser par la distribution des secours nécessaires, les accidents et fléaux calamiteux, tels que les incendies, les épidémies et les épizooties ;

Vu l'article 134 de la même loi qui, en cas d'urgence, confie au bourgmestre cette compétence réglementaire de police, lorsque le moindre retard pourrait occasionner des dangers ou des dommages pour les habitants ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 mars 2020 portant déclenchement de la phase fédérale concernant la coordination et la gestion de la crise coronavirus Covid-19 ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la

propagation du coronavirus Covid 19, et ses modifications successives ;

Considérant que le 23 juillet 2020, le Conseil national de sécurité a adopté de nouvelles mesures, notamment celle du port du masque obligatoire à certains endroits, applicable sur l'ensemble du territoire national à partir du 25 juillet 2020 ;

Considérant que dans les endroits à fort niveau d'affluence, il est difficile de respecter la distanciation, ce qui justifie la mesure du port obligatoire d'un dispositif de protection buccal et nasal qui limite le risque de propagation du virus ;

Considérant que le Conseil national de sécurité a décidé qu'il revenait aux autorités locales de préciser les lieux publics ou privés à forte fréquentation où le port du masque serait obligatoire ;

Considérant, vu les motifs susmentionnés, qu'il y a urgence à prendre, au niveau communal, des mesures complétant et exécutant les mesures fédérales eu égard aux spécificités du terrain ;

Considérant qu'en cas d'événements graves, imprévus et qui nécessitent une réaction urgente, le bourgmestre est fondé à se substituer au conseil communal pour exercer le pouvoir réglementaire de police communale de ce dernier, à charge pour lui d'en donner sur le champ communication au conseil ;

Vu l'adoption d'une ordonnance de police rendant obligatoire le port du masque en certains endroits du territoire communal pour raison de salubrité publique durant la pandémie de coronavirus Covid-19 et prévoyant d'autres mesures d'urgence à partir du 29.07.2020 ;

Considérant que cette ordonnance de police doit être approuvée par le conseil communal lors de sa prochaine réunion ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Sur la proposition du collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver l'ordonnance de police du Bourgmestre du 29.07.2020 rendant obligatoire le port du masque en certains endroits du territoire communal pour raison de salubrité publique durant la pandémie de coronavirus Covid-19 et prévoyant d'autres mesures d'urgence.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Politieverordening van de Burgemeester van 29.07.2020 tot verplichting van het dragen van een masker op bepaalde plaatsen op het gemeentelijke grondgebied om redenen van volksgezondheid tijdens de coronavirus-COVID-19-pandemie en die in andere dringende maatregelen voorziet.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet dat artikel 135, §2 van de Nieuwe Gemeentewet bepaalt dat de gemeenten tot taak hebben om ten behoeve van de inwoners te voorzien in een goede politie, met name de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen; en met name het nemen van passende maatregelen om rampen en plagen, zoals brand, epidemieën en epizoótieën te voorkomen;

Gelet dat artikel 134 van diezelfde wet die, in geval van nood, deze regelgevende bevoegdheid van de politie aan de burgemeester toevertrouwt wanneer de minste vertraging gevaar of schade zou kunnen veroorzaken voor de inwoners;

Gelet op het ministerieel besluit van 13 maart 2020 houdende de afkondiging van de federale fase betreffende de coördinatie en het beheer van de crisis door het coronavirus COVID-19;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 juni 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, en zijn opeenvolgende wijzigingen;

Overwegende dat op 23 juli 2020, de Nationale Veiligheidsraad nieuwe maatregelen heeft genomen, met name de verplichting om een masker te dragen op sommige plaatsen, van toepassing op het hele nationale grondgebied vanaf 25 juli 2020;

Overwegende dat op druk bezochte plaatsen het moeilijk is om afstand te bewaren, wat de maatregel van het verplicht dragen van een mond- en neusbeschermingsmiddel dat het risico van verspreiding van het virus beperkt, rechtvaardigt;

Overwegende dat de Nationale Veiligheidsraad heeft beslist dat het aan de lokale overheden is om te bepalen welke de openbare of particuliere plaatsen met een hoog aantal bezoekers zijn waar het verplicht is om een masker te dragen;

Overwegende dat er, gezien de bovenstaande redenen, op gemeentelijk niveau dringend maatregelen moeten worden genomen die de federale maatregelen aanvullen en uitvoeren, rekening houdend met de specifieke kenmerken op het terrein;

Overwegende dat in geval van ernstige, onvoorziene gebeurtenissen die een dringende reactie vereisen, de burgemeester het recht heeft de gemeenteraad te vervangen om de regelgevende bevoegdheid van de gemeentepolitie uit te oefenen; onder verplichting voor hem om daarvan onverwijld aan de gemeenteraad kennis te geven;

Gelet op de goedkeuring van een politieverordening tot verplichting van het dragen van een masker op bepaalde plaatsen op het gemeentelijke grondgebied om redenen van volksgezondheid tijdens de coronavirus-COVID-19-pandemie en die in andere dringende maatregelen voorziet vanaf 29.07.2020 ;

Overwegende dat deze politieverordening door de gemeenteraad moet goedgekeurd worden op de volgende vergadering;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Artikel 1:

De politieverordening van de Burgemeester van 29.07.2020 tot verplichting van het dragen van een masker op bepaalde plaatsen op het gemeentelijke grondgebied om redenen van volksgezondheid tijdens de coronavirus-COVID-19-pandemie en die in andere dringende maatregelen voorziet goed te keuren.

Artikel 2:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

27.08.2020/A/0008 **Règlement relatif à l'octroi de subsides aux associations culturelles et socio-culturelles.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique ;

Considérant que le conseil communal octroie chaque année des subsides aux associations culturelles et socio-culturelles ;

Considérant qu'il est opportun d'avoir un règlement relatif à l'octroi des subsides aux associations culturelles et socio-culturelles ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Sur la proposition du collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le règlement ci-joint, relatif à l'octroi de subsides aux associations culturelles et socio-culturelles et de le déclarer en vigueur à partir du 27.08.2020.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 24 votes positifs, 7 abstentions.

Reglement betreffende de toekenning van toelagen aan de culturele en socio-culturele verenigingen.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Overwegende dat de gemeenteraad elk jaar toelagen toekent aan de culturele en socio-culturele verenigingen;

Overwegende dat het opportuun is een reglement te hebben betreffende de toekenning van toelagen aan de culturele en socio-culturele verenigingen;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Artikel 1:

Het reglement betreffende de toekenning van toelagen aan de culturele en socio-culturele verenigingen, als bijlage, goed te keuren en van kracht te verklaren vanaf 27.08.2020.

Artikel 2:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 24 positieve stemmen, 7 onthoudingen.

27.08.2020/A/0009 **Subsides à l'asbl L'Entrela' centre culturel d'Evere.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu le crédit de 331.500,00€ inscrit sur l'article budgétaire 76210/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2020, accordant des subsides aux organismes au service des ménages;

Vu le contrat-programme 2019-2023 du Centre culturel d'Evere, conclu entre la commune

d'Evere, l'asbl l'Entrela' Centre culturel d'Evere, la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Commission communautaire française (approuvé par le conseil communal du 16.07.2020);

Vu la convention du 23.02.2017 entre la commune d'Evere, l'asbl L'Entrela' Centre culturel d'Evere et le CPAS d'Evere, relative à l'alphabétisation et l'école des devoirs;

Vu la convention de principe entre l'Entrela' Centre culturel d'Evere et la commune d'Evere approuvée par le conseil communal du 07.12.2017 en vue de l'établissement du nouveau contrat-programme;

Vu la loi du 16.07.1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques;

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur proposition du collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'octroyer un subside de 188.089,91€ à l'asbl Centre culturel d'Evere - L'Entrela', selon la répartition suivante :

- 138.504,00€ : convention de principe entre la commune et l'asbl en attente du montant de la FWB.
- 18.000,00€ : frais de fonctionnement cours d'alphabétisation
- 19.826,31€ : frais de personnel coordination écoles de devoirs
- 11.759,60€ : abonnements : téléphonie, internet, programmes informatiques et maintenance.

L'Entrela' Centre culturel d'Evere asbl
Rue de Paris, 43
1140 Evere
NE : 0416.184.834

Article 2 :

De comptabiliser la dépense de 188.089,91€ sur l'article budgétaire 76210/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2020.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Toelagen aan de vzw L'Entrela' centre culturel d'Evere.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het krediet van 331.500.00€ ingeschreven op het begrotingsartikel 76210/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2020, houdende de toekenning van toelagen aan de instellingen ten dienste van de gezinnen;

Gelet op het programmacontract 2019-2023 van het Centre culturel d'Evere, afgesloten tussen de gemeente Evere, de vzw l'Entrela' Centre culturel d'Evere, de Fédération Wallonie-Bruxelles en de Franse Gemeenschapscommissie (goedgekeurd door de gemeenteraad dd. 25.03.2010);

Gelet op de overeenkomst van 23.03.2017 tussen de gemeente Evere, de vzw L'Entrela' Centre culturel d'Evere en het OCMW van Evere betreffende de alfabetisering en de huiswerkklassen;

Gelet op de principeovereenkomst tussen L'Entrela' Centre culturel d'Evere en de gemeente Evere goedgekeurd door de gemeenteraad op de 07.12.2017 met het oog op het opstellen van het nieuwe programmacontract;

Gelet op de wet van 16.07.1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een toelage van 188.089,91€ toe te kennen aan de vzw L'Entrela' Centre culturel d'Evere, volgens de volgende verdeling:

- 138.504,00€ : principeovereenkomst tussen de gemeente en de vzw in afwachting van het bedrag van de FWB
- 18.000,00€ : werkingskosten alfabetisering
- 19.826,31€ : personeelskosten coördinatie huiswerkklassen
- 11.759,60€ : abonnementen : telefonie, internet, computerprogramma's en onderhoud.

Vzw L'Entrela' Centre culturel d'Evere

Parijsstraat, 43
1140 Evere
ON: 0416.184.834

Artikel 2 :

De uitgave van 188.089,91€ op het begrotingsartikel 76210/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2020 te boeken.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

SECTEUR ETUDE - GESTION DU BÂTIMENT - SECTOR STUDIE - BEHEER VAN GEBOUWEN

27.08.2020/A/0010 **Contrat de bail local sportif – Club de tir à l’arc DE GOUDEN PIJL – Fixation des conditions d’exemption de paiement de loyer.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant le contrat de bail du local du club de tir à l’arc De Gouden Pijl, rue Ed. Stuckens 45 rez-de-chaussée, conclu en date du 1er juillet 1995;

Considérant que le loyer actuel mensuel du club De Gouden Pijl s’élève à € 340,63;

Considérant les mesures d’urgence prises par le gouvernement fédéral pour limiter la propagation du coronavirus « COVID – 19 », imposant notamment la fermeture des établissements relevant des secteurs culturel, festif, récréatif, sportif et horeca à partir du vendredi 13 mars 2020 à 23h59 jusqu’au mardi 30 juin 2020 à 23h59;

Considérant que le loyer pour la période du 13 mars 2020 à 23h59 jusqu’au 30 juin 2020 à 23h59, qui s’élève à € 1.203,56, sera déduit des revenus des loyers;

Considérant que, sans mesures d’accompagnement spécifiques, la situation financière de ce club risque de devenir intenable;

Considérant qu’il est équitable, en vertu de leur contrat, de ne pas réclamer le paiement du loyer pour la période de fermeture obligatoire imposée par le gouvernement fédéral;

Vu l’article 7 de l’ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu les articles 232 et 233 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

De dispenser le locataire, le Club de tir à l'arc De Gouden Pijl (asbl), rue Ed. Stuckens 45 (NE 0409.525.684) du paiement de leur loyer pour la période impactée par la décision du gouvernement fédéral, calcul au prorata des jours de fermeture effectifs depuis le 14 mars 2020 à 0h00 jusqu'au 30 juin 2020 à 23h59.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Huurcontract sportlokaal – Club handboogschieten DE GOUDEN PIJL - Vastlegging van de voorwaarden voor de vrijstelling van huurbetaling.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende het huurcontract van de club handboogschieten De Gouden Pijl, Ed. Stuckensstraat 45 gelijkvloers, aangegaan vanaf 1 juli 1995;

Overwegende dat de huidige maandelijkse huur van de club De Gouden Pijl € 340,63 bedraagt;

Overwegende de noodmaatregelen die de federale regering heeft genomen om de verspreiding van het coronavirus " COVID - 19 " te beperken, met de opgelegde sluiting van vestigingen in de culturele, feestelijke, recreatieve, sportieve en horecasector vanaf vrijdag 13 maart 2020 om 23u59 tot en met dinsdag 30 juni 2020 om 23u59;

Overwegende dat de huurprijs voor de periode van 13 maart 2020 om 23u59 tot en met 30 juni 2020 om 23u59, € 1.203,56 bedraagt en in mindering van huuropbrengsten zal worden gebracht;

Aangezien de financiële situatie van deze sportclub zonder specifieke begeleidende maatregelen onhoudbaar dreigt te worden;

Aangezien het billijk is om op grond van hun contracten geen aanspraak te maken op de betaling van de huur voor de verplichte sluitingsperiode die door de federale overheid wordt opgelegd;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de artikels 232 en 233 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De huurder van de boogschietersclub De Gouden Pijl, Ed. Stuckensstraat 45 (ON 0409.525.684) vrij te stellen van de betaling van hun huur voor de periode beïnvloed door het besluit van de federale regering, berekend naar rato van de effectieve sluitingsdagen sinds 14 maart 2020 om 00u00 tot en met 30 juni 2020 om 23u59.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

SECTEUR SUPPORT LOGISTIQUE - SECTOR LOGISTIEKE ONDERSTEUNING

27.08.2020/A/0011 **Marchés publics communaux. Délégation de pouvoir au collège. Modification.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment ses articles 234 et suivants;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux contrats de concession;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'ordonnance du 03 juillet 2020 modifiant la Nouvelle loi communale;

Vu que l'ancienne délégation du 28 mars 2019, permettant au collège d'appliquer le § 1^{er} de l'article 234 pour les marchés publics relevant du budget ordinaire, doit être retirée;

Vu que suite à l'ordonnance du 17 juillet 2020 modifiant certains articles de la Nouvelle loi communale, cette délégation est désormais limitée à 30.000 euros HTVA pour le budget ordinaire et que dès lors l'ancienne décision n'est plus valable;

Considérant que la Nouvelle loi communale autorise le conseil communal à déléguer au collège des bourgmestre et échevins certaines de ses compétences en matière de marchés publics;

Considérant qu'il appartient au conseil communal de juger de l'opportunité des délégations qu'il consentira dans les limites prévues par la Nouvelle loi communale;

Considérant qu'en son premier paragraphe, l'article 234 de la Nouvelle loi communale prévoit la compétence du conseil communal de choisir la procédure de passation des marchés communaux et des contrats de concession et d'en fixer les conditions, à savoir leur estimation et les documents y applicables en ce et y compris les avis de marchés;

Considérant qu'en son deuxième paragraphe, l'article 234 prévoit que le collège des bourgmestre et échevins peut d'initiative exercer la compétence du conseil communal visée au paragraphe 1er en cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles; que la décision du collège des bourgmestre et échevins est communiquée au conseil communal qui prend acte lors de sa prochaine séance;

Considérant qu'en son troisième paragraphe, l'article 234 habilite le collège des bourgmestre et échevins à exercer la compétence du conseil communal visée au paragraphe 1er pour les marchés dont le montant hors TVA estimé est inférieur à 139.000,00 €, quelle que soit la procédure de passation choisie; que le conseil communal est informé de la décision du collège des bourgmestre et échevins lors de sa prochaine séance;

Considérant qu'en son quatrième paragraphe l'article 234 prévoit que le conseil communal peut déléguer le pouvoir visé au premier paragraphe au collège des bourgmestre et échevins, au secrétaire communal ou à un ou plusieurs fonctionnaire(s) nommément désigné(s), pour les dépenses relevant du budget ordinaire; que la délégation est limitée aux marchés publics visés à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics (< 30.000,00 € hors TVA);

Considérant qu'en son cinquième paragraphe l'article 234 prévoit que le conseil communal peut déléguer le pouvoir visé au premier paragraphe au collège des bourgmestre et échevins, au secrétaire communal ou à un ou plusieurs fonctionnaire(s) nommément désigné(s), pour les marchés fondés sur un accord-cadre conclu; que la délégation est limitée aux marchés publics visés par l'article 92 de la loi du 17 juin 2016, relatif aux marchés publics de faible montant (< 30.000,00 € hors TVA);

Considérant que l'article 234*bis* de la Nouvelle loi communale est rédigé comme suit : "les conditions d'un marché public ou d'un contrat de concession fixées par le conseil communal et faisant l'objet d'une procédure de passation impliquant la possibilité de mener une ou plusieurs phases de négociation ou un dialogue, peuvent être modifiées par le collège des bourgmestre et échevins dans le cadre des négociations ou du dialogue menés avec les opérateurs économiques. Lors de sa prochaine séance, le conseil communal est informé de la décision du collège des bourgmestre et échevins";

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du collège des bourgmestre et échevins;

DECIDE :

Article 1:

De retirer la délégation du 28 mars 2019, permettant au collège d'appliquer le § 1^{er} de l'article 234 pour les marchés publics relevant du budget ordinaire.

Article 2 :

Par application de l'article 234, §§ 4 et 5, de la Nouvelle loi communale, de déléguer ses pouvoirs de choisir la procédure de passation des marchés publics et des contrats de concession et d'en fixer les conditions, au collège des bourgmestre et échevins pour les marchés relevant du budget ordinaire, et ne dépassant pas le montant maximum de 30.000,00€, et de déléguer ces mêmes pouvoirs pour tous les marchés fondés sur un accord-cadre conclu.

Article 3 :

Que ces délégations de pouvoirs seront en vigueur pour une durée illimitée, jusqu'à retrait de délégation.

Article 4 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

**Gemeentelijke overheidsopdrachten. Overdracht van bevoegdheid aan het college.
Wijziging.**

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name artikels 234 en volgende;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake de concessieovereenkomsten

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op de ordonnantie van 03 juli 2020 die de Nieuwe Gemeentewet aanpast;

Gelet op het feit dat de vroegere delegatie van 28 maart 2019, die het college de mogelijkheid bood om artikel 234, §1 toe te passen voor de overheidsopdrachten die onder de gewone begroting vallen, moet worden ingetrokken;

Gelet op het feit dat deze delegatie, ingevolge de ordonnantie van 17 juli 2020 tot wijziging van bepaalde artikelen van de NGW, nu beperkt is tot 30.000 euro exclusief btw voor de gewone begroting en dat het vroegere besluit derhalve niet langer geldig is;

Overwegende dat de Nieuwe Gemeentewet de gemeenteraad machtigt om sommige van zijn bevoegdheden inzake overheidsopdrachten te delegeren aan het college van burgemeester en schepenen;

Overwegende dat het aan de gemeenteraad is te beoordelen of de te verlenen delegaties opportuun zijn binnen de perken die vastgelegd zijn in de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat in zijn eerste paragraaf, het artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet de

principiële bevoegdheid van de gemeenteraad om de gunningsprocedure voor de gemeentelijke opdrachten en voor de concessieovereenkomsten te kiezen en de voorwaarden daarvan vast te stellen, meer bepaald de raming en de van toepassing zijnde documenten, met inbegrip van de opdrachtaankondigingen voorziet;

Overwegende dat in zijn tweede paragraaf, het artikel 234 voorziet dat, in geval van dringende noodzakelijkheid die voortvloeien uit niet te voorziene omstandigheden, het college van burgemeester en schepenen, op eigen initiatief, de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid kan uitoefenen; dat de beslissing van het college van burgemeester en schepenen wordt medegedeeld aan de gemeenteraad die er op zijn eerstvolgende vergadering akte van neemt;

Overwegende dat in zijn derde paragraaf, het artikel 234 het college van burgemeester en schepenen machtigt om de bevoegdheid van de gemeenteraad uit te oefenen voor de opdrachten waarvan het geraamde bedrag exclusief btw lager ligt dan 139.000,00€, ongeacht de gekozen gunningsprocedure; dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen;

Overwegende dat, in zijn vierde paragraaf, het artikel 234 voorziet dat de gemeenteraad de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid overdraagt aan het college van burgemeester en schepenen, aan de gemeentesecretaris of aan één of meerdere bij naam aangewezen ambtena(a)r(en), voor de uitgaven die vallen onder de gewone begroting; de overdracht beperkt is tot de overheidsopdrachten bedoeld in artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten (< 30.000,00 € excl. btw);

Overwegende dat, in zijn vijfde paragraaf, het artikel 234 voorziet dat de gemeenteraad de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid kan overdragen aan het college van burgemeester en schepenen, aan de gemeentesecretaris of aan één of meerdere bij naam aangewezen ambtena(a)r(en), voor de opdrachten gesloten op grond van een raamovereenkomst; dat de overdracht beperkt is tot de overheidsopdrachten bedoeld in artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten (< 30.000,00 € excl.btw);

Overwegende dat artikel 234bis van de Nieuwe Gemeentewet als volgt luidt : "De voorwaarden van een overheidsopdracht of van een concessieovereenkomst vastgesteld door de gemeenteraad en het voorwerp uitmakend van een gunningsprocedure die de mogelijkheid inhoudt een of meerdere onderhandelingsfasen of een dialoog te voeren, mogen door het college van burgemeester en schepenen gewijzigd worden tijdens de met de economische operatoren gevoerde onderhandelingen of dialoog. Op zijn eerstvolgende vergadering wordt de gemeenteraad in kennis gesteld van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen.";

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST :

Artikel 1 :

De delegatie van 28 maart 2019 in te trekken, die het college de mogelijkheid bood om artikel 234 §1 toe te passen voor de overheidsopdrachten die onder de gewone begroting vallen.

Artikel 2 :

In toepassing van artikel 234, §§ 4 en 5, van de Nieuwe Gemeentewet, de bevoegdheden om te kiezen volgens welke procedure de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund, en om de voorwaarden ervan vast te stellen, te delegeren aan het college van burgemeester en schepenen voor de overheidsopdrachten die onder de gewone begroting vallen en die het maximumbedrag van 30.000,00 euro niet overschrijden, en dezelfde bevoegdheden voor alle opdrachten op grond van een gesloten raamovereenkomst te delegeren.

Artikel 3 :

Dat deze bevoegdheidsdelegaties in werking zullen zijn voor een onbepaalde duur, tot de intrekking van de bevoegdheid.

Artikel 4 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

27.08.2020/A/0012 **Marchés Publics - Application de l'article 234 paragraphe 3 NLC – Information.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Echevins a fixé les conditions et le mode d'attribution des marchés des dossiers suivants :

Fixation des conditions d'un marché de travaux en vue de la transformation d'une salle de douches en un bureau de direction à l'école Clair-Vivre.

Montant estimatif et comptabilisation :

30.000,00 euros (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 72202/724-60 de l'exercice 2020.

Financement : Emprunt.

Point N° 0036 – Collège du 02.06.2020

Fixation des conditions du marché de fourniture de podiums pour les festivités.

Montant estimatif et comptabilisation :

17.000,00 euros (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 76323/741-51 de l'exercice 2020.

Financement : Boni.

Point N° 0037 – Collège du 02.06.2020

Fixation des conditions du marché de travaux d'aménagement d'un local sanitaire pour les maternelles et d'un local entretien au 1er étage de l'école Everheide.

Montant estimatif et comptabilisation :

55.000,00 euros (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 72202/724-60 de l'exercice 2020.
Financement : Emprunt.
Point N° 0035 – Collège du 09.06.2020

Fixation des conditions d'un marché de fournitures en vue de l'achat d'un véhicule de type camionnette avec benne de déchargement et couverture avec bâche et reprise d'un véhicule de type camionnette.

Montant estimatif et comptabilisation :

75.000,00 euros (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 76657/743-53 de l'exercice 2020.
Financement : Boni à hauteur de 75.000,00€ et 1.000,00€ de reprise.
Point N° 0050 – Collège du 16.06.2020

Fixation des conditions et attribution du marché de travaux en vue de l'installation d'un coffret électrique pour l'éclairage festif - Allée de Provence.

Montant à engager et engagement :

3.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 42152/731-60 de l'exercice 2020.
Financement : Boni.
Point N° 0051 – Collège du 16.06.2020

Fixation des conditions et attribution du marché de travaux en vue de l'installation d'un coffret électrique pour l'éclairage festif - Rond-point Dunant et Optimisme.

Montant à engager et engagement :

3.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 42152/731-60 de l'exercice 2020.
Financement : Boni.
Point N° 0052 – Collège du 16.06.2020

Fixation des conditions et attribution du marché de fourniture de l'oeuvre d'art (une peinture) "Faites vos jeux" de l'artiste HMI (Fouad Hachmi) via l'asbl Big Up.

Montant à engager et engagement :

1.200,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 77010/749-51 de l'exercice 2020.
Financement : Boni.
Point N° 0053 – Collège du 16.06.2020

Fixation des conditions et attribution du marché de travaux d'installation au Front Office de panneaux Covid 19.

Montant à engager et engagement :

2.330,75€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 13752/724-60 de l'exercice 2020.
Financement : Boni.
Point N° 0063 – Collège du 23.06.2020

Fixation et attribution d'un marché de travaux en vue du placement de portes acoustiques et RF dans le local des serveurs de la maison communale et d'une porte étanche dans le local des groupes de ventilation à l'école la Source.

Montants à engager et engagements :

6.435,30€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 13752/724-60 de l'exercice 2020.
2.831,70€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 72252/724-60 de l'exercice 2020.
Financement : Boni.
Point N° 0065 – Collège du 30.06.2020

Fixation des conditions et attribution du marché de fourniture de matériel acoustique

pour la nouvelle buanderie.

Montant à engager et engagement :

5.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 13723/724-60 de l'exercice 2020.

Financement : Boni.

Point N° 0064 – Collège du 30.06.2020

Fixation des conditions et attribution d'un marché de fourniture de matériel de garage.

Montant à engager et engagement :

2.605,50€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 13823/744-51 de l'exercice 2020.

Financement : Boni.

Point N° 0047 – Collège du 07.07.2020

Fixation des conditions d'un marché de fournitures en vue de l'achat d'un véhicule électrique de transport de personnes (capacité 5p.) pour le service des plantations.

Montant estimatif et comptabilisation :

36.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 13723/743-52 de l'exercice 2020.

Financement : Emprunt.

Point N° 0049 – Collège du 07.07.2020

Fixation des conditions d'un marché de fournitures en vue de l'achat de matériel pour les cimetières. Lot 1 : Achat d'un bac de curage Lot 2 : Achat de matériel alimenté par batteries.

Montant estimatif :

Lot 1 : 1.000,00€ (TVA Comprise).

Lot 2 : 7.500,00€ (TVA Comprise).

Total : 8.500,00€ (TVA Comprise).

Comptabilisation : Article budgétaire 87857/744-51 de l'exercice 2020.

Financement : Boni.

Point N° 0050 – Collège du 07.07.2020

Fixation des conditions du marché de travaux d'aménagement d'un local sanitaire pour les maternelles et d'un local entretien au 1er étage de l'école Everheide.

Montant estimatif et comptabilisation :

78.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 72202/724-60 de l'exercice 2020.

Financement : Emprunt.

Point N° 0052 – Collège du 07.07.2020

Fixation des conditions d'un marché de services en vue de la réalisation d'un inventaire de l'amiante sur différents sites communaux.

Montant estimatif et comptabilisation :

11.250,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 13752/724-60 de l'exercice 2020.

750,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 30052/724-60 de l'exercice 2020.

750,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 72152/724-60 de l'exercice 2020.

11.250,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 72252/724-60 de l'exercice 2020.

2.250,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 73452/724-60 de l'exercice 2020.

1.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 76252/724-60 de l'exercice 2020.

5.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 76452/724-60 de l'exercice 2020.

375,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 76652/724-60 de l'exercice 2020.

1.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 77152/724-60 de l'exercice 2020.

2.250,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 84452/724-60 de l'exercice 2020.
375,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 87552/724-60 de l'exercice 2020.
375,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 87852/724-60 de l'exercice 2020.
Total : 37.625,00€ (TVA Comprise) de l'exercice 2020.

Financement : Boni.

Point N° 0058 – Collège du 14.07.2020

Fixation des conditions et attribution d'un marché de fournitures pour l'achat de chariots. Lot 1 : Chariot pour huissier. Lot 2 : Voiture de nettoyage et chariot en métal avec dossier rabattable.

Montant à engager et engagement :

Lot 1 : Lot non-attribué.

Lot 2 : 1.972,30€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 10401/744-51 de l'exercice 2020.

Financement : Boni.

Point N° 0059 – Collège du 14.07.2020

Fixation des conditions du marché de travaux de toitures. Lot I : Réparation d'une partie de la toiture de la maison sise rue Ad. De Brandt, 70 à 1140 Evere. Lot II : Evacuation des arbustes et réfection des deux cheminées sur le toit du Manoir, rue des Deux Maisons, 50 à 1140 Evere.

Montant estimatif et comptabilisation:

Lot 1: 20.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 13702/724-60 de l'exercice 2020.

Lot 2: 7.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 76202/724-60 de l'exercice 2020.

Financement : Boni.

Point N° 0061 – Collège du 14.07.2020

Vu les articles 117 et 234 paragraphe 3 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles Capitale ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Le président informe le Conseil communal des fixations des conditions et du mode d'attribution des marchés des dossiers suivants :

Fixation des conditions d'un marché de travaux en vue de la transformation d'une salle de douches en un bureau de direction à l'école Clair-Vivre.

Montant estimatif et comptabilisation :

30.000,00 euros (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 72202/724-60 de l'exercice 2020.

Financement : Emprunt.

Point N° 0036 – Collège du 02.06.2020

Fixation des conditions du marché de fourniture de podiums pour les festivités.

Montant estimatif et comptabilisation :

17.000,00 euros (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 76323/741-51 de l'exercice 2020.

Financement : Boni.

Point N° 0037 – Collège du 02.06.2020

Fixation des conditions du marché de travaux d'aménagement d'un local sanitaire pour les maternelles et d'un local entretien au 1er étage de l'école Everheide.

Montant estimatif et comptabilisation :

55.000,00 euros (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 72202/724-60 de l'exercice 2020.

Financement : Emprunt.

Point N° 0035 – Collège du 09.06.2020

Fixation des conditions d'un marché de fournitures en vue de l'achat d'un véhicule de type camionnette avec benne de déchargement et couverture avec bâche et reprise d'un véhicule de type camionnette.

Montant estimatif et comptabilisation :

75.000,00 euros (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 76657/743-53 de l'exercice 2020.

Financement : Boni à hauteur de 75.000,00€ et 1.000,00€ de reprise.

Point N° 0050 – Collège du 16.06.2020

Fixation des conditions et attribution du marché de travaux en vue de l'installation d'un coffret électrique pour l'éclairage festif - Allée de Provence.

Montant à engager et engagement :

3.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 42152/731-60 de l'exercice 2020.

Financement : Boni.

Point N° 0051 – Collège du 16.06.2020

Fixation des conditions et attribution du marché de travaux en vue de l'installation d'un coffret électrique pour l'éclairage festif - Rond-point Dunant et Optimisme.

Montant à engager et engagement :

3.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 42152/731-60 de l'exercice 2020.

Financement : Boni.

Point N° 0052 – Collège du 16.06.2020

Fixation des conditions et attribution du marché de fourniture de l'oeuvre d'art (une peinture) "Faites vos jeux" de l'artiste HMI (Fouad Hachmi) via l'asbl Big Up.

Montant à engager et engagement :

1.200,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 77010/749-51 de l'exercice 2020.

Financement : Boni.

Point N° 0053 – Collège du 16.06.2020

Fixation des conditions et attribution du marché de travaux d'installation au Front Office de panneaux Covid 19.

Montant à engager et engagement :

2.330,75€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 13752/724-60 de l'exercice 2020.

Financement : Boni.

Point N° 0063 – Collège du 23.06.2020

Fixation et attribution d'un marché de travaux en vue du placement de portes acoustiques et RF dans le local des serveurs de la maison communale et d'une porte étanche dans le local des groupes de ventilation à l'école la Source.

Montants à engager et engagements :

6.435,30€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 13752/724-60 de l'exercice 2020.

2.831,70€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 72252/724-60 de l'exercice 2020.

Financement : Boni.

Point N° 0065 – Collège du 30.06.2020

Fixation des conditions et attribution du marché de fourniture de matériel acoustique pour la nouvelle buanderie.

Montant à engager et engagement :

5.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 13723/724-60 de l'exercice 2020.

Financement : Boni.

Point N° 0064 – Collège du 30.06.2020

Fixation des conditions et attribution d'un marché de fourniture de matériel de garage.

Montant à engager et engagement :

2.605,50€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 13823/744-51 de l'exercice 2020.

Financement : Boni.

Point N° 0047 – Collège du 07.07.2020

Fixation des conditions d'un marché de fournitures en vue de l'achat d'un véhicule électrique de transport de personnes (capacité 5p.) pour le service des plantations.

Montant estimatif et comptabilisation :

36.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 13723/743-52 de l'exercice 2020.

Financement : Emprunt.

Point N° 0049 – Collège du 07.07.2020

Fixation des conditions d'un marché de fournitures en vue de l'achat de matériel pour les cimetières. Lot 1 : Achat d'un bac de curage Lot 2 : Achat de matériel alimenté par batteries.

Montant estimatif :

Lot 1 : 1.000,00€ (TVA Comprise).

Lot 2 : 7.500,00€ (TVA Comprise).

Total : 8.500,00€ (TVA Comprise).

Comptabilisation : Article budgétaire 87857/744-51 de l'exercice 2020.

Financement : Boni.

Point N° 0050 – Collège du 07.07.2020

Fixation des conditions du marché de travaux d'aménagement d'un local sanitaire pour les maternelles et d'un local entretien au 1er étage de l'école Everheide.

Montant estimatif et comptabilisation :

78.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 72202/724-60 de l'exercice 2020.

Financement : Emprunt.

Point N° 0052 – Collège du 07.07.2020

Fixation des conditions d'un marché de services en vue de la réalisation d'un inventaire de l'amiante sur différents sites communaux.

Montant estimatif et comptabilisation :

11.250,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 13752/724-60 de l'exercice 2020.

750,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 30052/724-60 de l'exercice 2020.

750,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 72152/724-60 de l'exercice 2020.

11.250,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 72252/724-60 de l'exercice 2020.

2.250,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 73452/724-60 de l'exercice 2020.
1.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 76252/724-60 de l'exercice 2020.
5.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 76452/724-60 de l'exercice 2020.
375,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 76652/724-60 de l'exercice 2020.
1.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 77152/724-60 de l'exercice 2020.
2.250,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 84452/724-60 de l'exercice 2020.
375,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 87552/724-60 de l'exercice 2020.
375,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 87852/724-60 de l'exercice 2020.
Total : 37.625,00€ (TVA Comprise) de l'exercice 2020.

Financement : Boni.

Point N° 0058 – Collège du 14.07.2020

Fixation des conditions et attribution d'un marché de fournitures pour l'achat de chariots. Lot 1 : Chariot pour huissier. Lot 2 : Voiture de nettoyage et chariot en métal avec dossier rabattable.

Montant à engager et engagement :

Lot 1 : Lot non-attribué.

Lot 2 : 1.972,30€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 10401/744-51 de l'exercice 2020.

Financement : Boni.

Point N° 0059 – Collège du 14.07.2020

Fixation des conditions du marché de travaux de toitures. Lot I : Réparation d'une partie de la toiture de la maison sise rue Ad. De Brandt, 70 à 1140 Evere. Lot II : Evacuation des arbustes et réfection des deux cheminées sur le toit du Manoir, rue des Deux Maisons, 50 à 1140 Evere.

Montant estimatif et comptabilisation:

Lot 1: 20.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 13702/724-60 de l'exercice 2020.

Lot 2: 7.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 76202/724-60 de l'exercice 2020.

Financement : Boni.

Point N° 0061 – Collège du 14.07.2020

Le Conseil prend connaissance.

Overheidsopdrachten - Toepassing van artikel 234 paragraaf 3 NGW - Informatie.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen de voorwaarden vastgesteld en de gunningswijze gekozen heeft van de volgende dossiers:

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van werken voor de verbouwing van een doucheruimte tot een directiekantoor van de Clair-Vivre School.

Ramend bedrag en boeking :

30.000,00 euros (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 72202/724-60 van het dienstjaar 2020.

Financiering : Lening.

Punt nr 0036 – College dd. 02.06.2020

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van levering van podia voor de feestelijkheden.

Ramend bedrag en boeking :

17.000,00 euros (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 76323/741-51 van het dienstjaar 2020.

Financiering : Batig saldo.

Punt nr 0037 – College dd. 02.06.2020

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van werken voor de inrichting van een sanitaire ruimte voor de kleuters en een onderhoudslokaal op de 1^{ste} verdieping van de school Everheide.

Ramend bedrag en boeking :

55.000,00 euros (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 72202/724-60 van het dienstjaar 2020.

Financiering : Lening.

Punt nr 0035 – College dd. 09.06.2020

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht van levering voor de aankoop van een voertuig type bestelwagen met laadbak en huifopbouw voor de beplantingen en overname van een voertuig type bestelwagen.

Ramend bedrag en boeking :

75.000,00 euros (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 76657/743-53 van het dienstjaar 2020.

Financiering : Batig saldo tot de hoogte van 75.000,00€ en 1.000,00€ van overname.

Punt nr 0050 – College dd. 16.06.2020

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht van werken voor de installatie van een elektrische kast voor feest- verlichting – Provencewandelpaden.

Aan te wenden bedrag en aanwending:

3.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 42152/731-60 van het dienstjaar 2020.

Financiering : Batig saldo.

Punt nr 0051 – College dd. 16.06.2020

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht van werken voor de de installatie van een elektrische kast voor feestelijkheden – Rotonde Dunant en Optimisme.

Aan te wenden bedrag en aanwending:

3.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 42152/731-60 van het dienstjaar 2020.

Financiering : Batig saldo.

Punt nr 0052 – College dd. 16.06.2020

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht voor de levering van een kunstwerk (schilderij) "Faites vos jeux" van de artiest HMI (Fouad Hachmi) via vzw Big Up.

Aan te wenden bedrag en aanwending:

1.200,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 77010/749-51 van het dienstjaar 2020.

Financiering : Batig saldo.
Punt nr 0053 – College dd. 16.06.2020

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht van werken voor de installatie van panelen Covid 19 op Front Office.

Aan te wenden bedrag en aanwending:
2.330,75€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 13752/724-60 van het dienstjaar 2020.

Financiering : Batig saldo.
Punt nr 0063 – College dd. 23.06.2020

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van een opdracht van werken voor de plaatsing van akoestische en RF-deuren in de serverruimte, en een luchtdichte deur in de ventilatiegroepruimte van de school La Source.

Aan te wenden bedrag en aanwending :
6.435,30€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 13752/724-60 van het dienstjaar 2020.
2.831,70€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 72252/724-60 van het dienstjaar 2020.

Financiering : Batig saldo.
Punt nr 0065 – College dd. 30.06.2020

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht voor de levering van akoestisch materiaal voor de wasserij.

Aan te wenden bedrag en aanwending:
5.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 13723/724-60 van het dienstjaar 2020.

Financiering : Batig saldo.
Punt nr 0064 – College dd. 30.06.2020

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht van levering van materieel voor de garage.

Aan te wenden bedrag en aanwending :
2.605,50€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 13823/744-51 van het dienstjaar 2020.

Financiering : Batig saldo.
Punt nr 0047 – College dd. 07.07.2020

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht van leveringen voor de aankoop van een elektrisch voertuig voor het vervoer (capaciteit 5p.) voor de dienst beplantingen.

Ramend bedrag en boeking :
36.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 13723/743-52 van het dienstjaar 2020.

Financiering : Lening.
Punt nr 0049 – College dd. 07.07.2020

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht van leveringen voor de aankoop van materieel voor de begraafplaatsen. Perceel 1 : Aankoop van een slotenbak. Perceel 2 : Aankoop van op batterijen werkende materieel.

Ramend bedrag :

Perceel 1 : 1.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 2 : 7.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Totaal : 8.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking : Begrotingsartikel 87857/744-51 van het dienstjaar 2020.

Financiering : Batig saldo.

Punt nr 0050 – College dd. 07.07.2020

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van werken van inrichting van een sanitaire ruimte voor de kleuters en een onderhoudslokaal.

Ramend bedrag en boeking :

78.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 72202/724-60 van het dienstjaar 2020.

Financiering : Lening.

Punt nr 0052 – College dd. 07.07.2020

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht van diensten voor de opmaking van een asbest inventaris op verschillende gemeentelijke locaties.

Ramend bedrag en boeking :

11.250,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 13752/724-60 van het dienstjaar 2020.

750,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 30052/724-60 van het dienstjaar 2020.

750,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 72152/724-60 van het dienstjaar 2020.

11.250,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 72252/724-60 van het dienstjaar 2020.

2.250,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 73452/724-60 van het dienstjaar 2020.

1.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 76252/724-60 van het dienstjaar 2020.

5.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 76452/724-60 van het dienstjaar 2020;

375,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 76652/724-60 van het dienstjaar 2020.

1.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 77152/724-60 van het dienstjaar 2020.

2.250,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 84452/724-60 van het dienstjaar 2020.

375,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 87552/724-60 van het dienstjaar 2020.

375,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 87852/724-60 van het dienstjaar 2020.

Totaal : 37.625,00€ (BTW Inbegrepen) van het dienstjaar 2020.

Financiering : Batig saldo.

Punt nr 0058 – College dd. 14.07.2020

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht van leveringen voor de aankoop van wagentjes. Perceel 1 : Karretje voor bode. Perceel 2 : Materiaalwagen en metalen plateauwagen met plooibare hendel.

Aan te wenden bedrag en aanwending :

Perceel 1 : Perceel niet-gunnen.

Perceel 2 : 1.972,30€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 10401/744-51 van het dienstjaar 2020.

Financiering : Batig saldo.

Punt nr 0059 – College dd. 14.07.2020

Vaststelling van de voorwaarden van werken voor de herstelling van daken. Perceel 1 : Herstelling van een deel van het dak van de woning gelegen in de A. De Brandstraat 70 te 1140 Evere. Perceel 2 : Verwijdering struiken en herstelling van de twee schoorstenen op het dak van het Manoir, Twee Huizenstraat 50 te 1140 Evere.

Ramend bedrag en Boeking:

Perceel 1: 20.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 13702/724-60 van het dienstjaar 2020.

Perceel 2: 7.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 76202/724-60 van het dienstjaar 2020.

Financiering : Batig saldo.

Punt nr 0061 – College dd. 14.07.2020

Gelet op de artikelen 117 en 234 paragraaf 3 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

De voorzitter stelt de Gemeenteraad in kennis van de vaststelling van de voorwaarden en de gunningswijze van de volgende dossiers :

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van werken voor de verbouwing van een doucheruimte tot een directiekantoor van de Clair-Vivre School.

Ramend bedrag en boeking :

30.000,00 euros (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 72202/724-60 van het dienstjaar 2020.

Financiering : Lening.

Punt nr 0036 – College dd. 02.06.2020

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van levering van podia voor de feestelijkheden.

Ramend bedrag en boeking :

17.000,00 euros (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 76323/741-51 van het dienstjaar 2020.

Financiering : Batig saldo.

Punt nr 0037 – College dd. 02.06.2020

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van werken voor de inrichting van een sanitaire ruimte voor de kleuters en een onderhoudslokaal op de 1^{ste} verdieping van de school Everheide.

Ramend bedrag en boeking :

55.000,00 euros (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 72202/724-60 van het dienstjaar 2020.

Financiering : Lening.

Punt nr 0035 – College dd. 09.06.2020

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht van levering voor de aankoop van een voertuig type bestelwagen met laadbak en huifopbouw voor de beplantingen en

overname van een voertuig type bestelwagen.

Ramend bedrag en boeking :

75.000,00 euros (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 76657/743-53 van het dienstjaar 2020.

Financiering : Batig saldo tot de hoogte van 75.000,00€ en 1.000,00€ van overname.

Punt nr 0050 – College dd. 16.06.2020

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht van werken voor de installatie van een elektrische kast voor feest- verlichting – Provencewandelwegen.

Aan te wenden bedrag en aanwending:

3.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 42152/731-60 van het dienstjaar 2020.

Financiering : Batig saldo.

Punt nr 0051 – College dd. 16.06.2020

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht van werken voor de de installatie van een elektrische kast voor feestelijkheden – Rotonde Dunant en Optimisme.

Aan te wenden bedrag en aanwending:

3.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 42152/731-60 van het dienstjaar 2020.

Financiering : Batig saldo.

Punt nr 0052 – College dd. 16.06.2020

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht voor de levering van een kunstwerk (schilderij) "Faites vos jeux" van de artiest HMI (Fouad Hachmi) via vzw Big Up.

Aan te wenden bedrag en aanwending:

1.200,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 77010/749-51 van het dienstjaar 2020.

Financiering : Batig saldo.

Punt nr 0053 – College dd. 16.06.2020

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht van werken voor de installatie van panelen Covid 19 op Front Office.

Aan te wenden bedrag en aanwending:

2.330,75€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 13752/724-60 van het dienstjaar 2020.

Financiering : Batig saldo.

Punt nr 0063 – College dd. 23.06.2020

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van een opdracht van werken voor de plaatsing van akoestische en RF-deuren in de serverruimte, en een luchtdichte deur in de ventilatiegroepkamer van de school La Source.

Aan te wenden bedrag en aanwending :

6.435,30€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 13752/724-60 van het dienstjaar 2020.

2.831,70€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 72252/724-60 van het dienstjaar 2020.

Financiering : Batig saldo.

Punt nr 0065 – College dd. 30.06.2020

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht voor de levering van akoestische materiaal voor de wasserij.

Aan te wenden bedrag en aanwending:

5.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 13723/724-60 van het dienstjaar 2020.

Financiering : Batig saldo.

Punt nr 0064 – College dd. 30.06.2020

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht van levering van materieel voor de garage.

Aan te wenden bedrag en aanwending :

2.605,50€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 13823/744-51 van het dienstjaar 2020.

Financiering : Batig saldo.

Punt nr 0047 – College dd. 07.07.2020

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht van leveringen voor de aankoop van een elektrisch voertuig voor het vervoer (capaciteit 5p.) voor de dienst beplantingen.

Ramend bedrag en boeking :

36.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 13723/743-52 van het dienstjaar 2020.

Financiering : Lening.

Punt nr 0049 – College dd. 07.07.2020

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht van leveringen voor de aankoop van materieel voor de begraafplaatsen. Perceel 1 : Aankoop van een slotenbak. Perceel 2 : Aankoop van op batterijen werkende materieel.

Ramend bedrag :

Perceel 1 : 1.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 2 : 7.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Totaal : 8.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking : Begrotingsartikel 87857/744-51 van het dienstjaar 2020.

Financiering : Batig saldo.

Punt nr 0050 – College dd. 07.07.2020

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van werken van inrichting van een sanitaire ruimte voor de kleuters en een onderhoudslokaal.

Ramend bedrag en boeking :

78.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 72202/724-60 van het dienstjaar 2020.

Financiering : Lening.

Punt nr 0052 – College dd. 07.07.2020

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht van diensten voor de opmaking van een asbest inventaris op verschillende gemeentelijke locaties.

Ramend bedrag en boeking :

11.250,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 13752/724-60 van het dienstjaar

2020.

750,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 30052/724-60 van het dienstjaar 2020.

750,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 72152/724-60 van het dienstjaar 2020.

11.250,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 72252/724-60 van het dienstjaar 2020.

2.250,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 73452/724-60 van het dienstjaar 2020.

1.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 76252/724-60 van het dienstjaar 2020.

5.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 76452/724-60 van het dienstjaar 2020.

375,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 76652/724-60 van het dienstjaar 2020.

1.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 77152/724-60 van het dienstjaar 2020.

2.250,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 84452/724-60 van het dienstjaar 2020.

375,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 87552/724-60 van het dienstjaar 2020.

375,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 87852/724-60 van het dienstjaar 2020.

Totaal : 37.625,00€ (BTW Inbegrepen) van het dienstjaar 2020.

Financiering : Batig saldo.

Punt nr 0058 – College dd. 14.07.2020

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht van leveringen voor de aankoop van wagentjes. Perceel 1 : Karretje voor bode. Perceel 2 : Materiaalwagen en metalen plateauwagen met plooibare hendel.

Aan te wenden bedrag en aanwending :

Perceel 1 : Perceel niet-gunnen.

Perceel 2 : 1.972,30€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 10401/744-51 van het dienstjaar 2020.

Financiering : Batig saldo.

Punt nr 0059 – College dd. 14.07.2020

Vaststelling van de voorwaarden van werken voor de herstelling van daken. Perceel 1 : Herstelling van een deel van het dak van de woning gelegen in de A. De Brandstraat 70 te 1140 Evere. Perceel 2 : Verwijdering struiken en herstelling van de twee schoorstenen op het dak van het Manoir, Twee Huizenstraat 50 te 1140 Evere.

Ramend bedrag en Boeking:

Perceel 1: 20.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 13702/724-60 van het dienstjaar 2020.

Perceel 2: 7.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 76202/724-60 van het dienstjaar 2020.

Financiering : Batig saldo.

Punt nr 0061 – College dd. 14.07.2020.

De Raad neemt kennis.

SECTEUR PERSONNEL - SECTOR PERSONEEL

27.08.2020/A/0013 **Règlement de travail et mesures statutaires administratives et pécuniaires.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu sa délibération du 24.01.2017 tenant le règlement de travail et mesures statutaires administratives et pécuniaires;

Vu sa délibération du 28.05.2020 tenant modification du règlement de travail et mesures statutaires administratives et pécuniaires;

Vu la nécessité, dans le cadre de l'évolution des nouveaux modes de travail, d'intégrer un règlement sur le télétravail qui sera repris dans la section 2 du chapitre III ainsi que quelques nouveaux horaires de travail ;

Vu la négociation syndicale et le protocole en résultant;

Vu les articles 117 et 145 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 6§2 de l'ordonnance du 14 mai 1998 tenant réglementation sur la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'adopter le règlement de travail et mesures statutaires administratives et pécuniaires repris en annexe.

Article 2 :

La présente délibération entre en vigueur à partir du 01.09.2020 et abroge la délibération du 24.01.2017 relative au règlement de travail et mesures statutaires administratives et pécuniaires et la délibération du 28.05.2020 relative à la modification du règlement de travail et mesures statutaires administratives et pécuniaires, à partir du 01.09.2020.

Article 3 :

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Arbeidsreglement en administratieve en geldelijke statutaire bepalingen.

De Raad, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op zijn beraadslaging dd. 24.01.2017 houdende het arbeidsreglement en administratieve en geldelijke statutaire bepalingen;

Gelet op zijn beraadslaging dd. 28.05.2020 houdende wijziging van het arbeidsreglement en administratieve en geldelijke statutaire bepalingen;

Gelet op de noodzaak om, in het kader van de evolutie van de nieuwe werkmethoden, een reglement betreffende telewerk te integreren, hernomen in afdeling 2 van hoofdstuk III, alsook enkele nieuwe uurroosters;

Gelet op de vakbondsonderhandelingen en het daaruit voortvloeiende protocol;

Gelet op de artikels 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het arbeidsreglement en administratieve en geldelijke statutaire bepalingen in bijlage aan te nemen.

Artikel 2 :

De huidige beraadslaging treedt vanaf 01.09.2020 in werking en heft de beraadslaging van 24.01.2017 betreffende het arbeidsreglement en administratieve en geldelijke statutaire bepalingen en de beraadslaging van 28.05.2020 betreffende de wijziging van het arbeidsreglement en administratieve en geldelijke statutaire bepalingen vanaf 01.09.2020 op.

Artikel 3 :

Deze beslissing aan de toezichthoudende overheid over te maken met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

27.08.2020/A/0014 **Personnel communal. Règlement relatif à l'utilisation d'un téléphone portable et d'un PC portable à des fins professionnelles et privées.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant la nécessité pour l'Administration de mettre un téléphone portable et/ou un PC portable à disposition de certains membres du personnel et de prendre en charge les frais liés à l'utilisation professionnelle de ce téléphone portable ou d'un téléphone portable privé et ou d'un PC portable ;

Considérant la nécessité de prévoir une séparation claire entre usage professionnel et privé du téléphone portable ;

Considérant que l'avantage fiscal imposable peut être diminué à concurrence de la contribution du membre du personnel dans les frais d'utilisation du téléphone portable ;

Considérant qu'un système de split billing séparant la facturation de l'usage professionnel (à l'employeur) et privé (au membre du personnel) fixé sur base d'une analyse de la moyenne des appels professionnels par type de fonction permet une ventilation justifiée des frais ;

Considérant que l'amortissement d'un téléphone portable et d'un PC portable communaux est réalisé sur une période de cinq ans ;

Vu les négociations menées au sein du Comité de négociation avec les organisations syndicales représentatives et le protocole en résultant ;

Vu l'article 6 § 1 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les articles 117, 119 et 145 de la nouvelle loi communale ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins :

DECIDE :

Article 1 :

D'appliquer un système de split billing (facturation séparée) par lequel l'utilisation professionnelle d'un téléphone portable est facturée à l'Administration communale et le surplus au membre du personnel utilisateur conformément au tableau repris ci-dessous tenant compte de la réalité de terrain des différents métiers concernés :

<u>Fonction</u>	<u>Frais pour l'AC</u>	<u>Frais pour l'agent</u>
Secrétaire communal Responsable de secteur – Vie citoyenne et Citoyen	20 €	Surplus

Responsable de secteur – Finances Responsable de secteur – Support logistique Responsable de section – Brigadier déchetterie et dépôt communal Bordet Responsable de secteur – Etude-Gestion du bâti Responsable de secteur – Maintenance et Exécution technique	15 €	Surplus
Responsable de section – Brigadier propreté Responsable de section – Gardien de la paix constatateur Responsable opérationnel – Espaces verts Responsable opérationnel – Loisirs Responsable opérationnel – Promeco Responsable opérationnel – Régie des travaux	10 €	Surplus
Agent constatateur Code4 agent de propreté des espaces intérieurs Assistant social – Milieux d’accueil Chauffeur Concierge Educateur Educateur responsable Gardien de la paix Gestionnaire de dossiers - Maintenance Gestionnaire de dossiers – Coordinateur ATL Gestionnaire de dossiers – Milieux d’accueil et de la petite enfance Gestionnaire de dossiers et de projets – Logement Gestionnaire de dossiers et de projets – Promeco Gestionnaire de dossiers et de projets – Dessinateur technique Gestionnaire de dossiers et de projets – Mobilité Gestionnaire de dossiers et de projets – Service Architecture Infirmier Jardinier – D Magasinier-Régie des travaux Magasinier-Economat Mécanicien Médiateur scolaire Placier Régisseur Responsable de section – Architecture Responsable de section – Conservateur de cimetière Responsable de section – Coordinateur éducateurs de rue Responsable de section – Cuisinier	5 €	Surplus

Responsable de section – Evénements		
Responsable de section – Garage, magasin et bus		
Responsable de section – Gardiens de parc		
Responsable de section – Infirmier Milieux d'accueil		
Responsable de section – Médiateur scolaire		
Responsable de section – Propreté		
Responsable de section – Régie des travaux		
Responsable de section – Secteur Citoyen		
Responsable de section – SEMJA		
Responsable de section – Service Parcs et Jardins		
Responsable de section – Support logistique		
Responsable opérationnel – Action sociale		
Responsable opérationnel – Economat		
Responsable opérationnel – Maintenance		
Responsable opérationnel – Milieux d'accueil et de la petite enfance		
Responsable opérationnel – SIPP		
Responsable opérationnel – Urbanisme et Environnement		
Educateur SEMJA		

Article 2:

Le téléphone portable peut être :

- Soit la propriété du membre du personnel.
- Soit la propriété de l'Administration communale. Dans ce cas, un avantage de toute nature correspondant à l'amortissement mensuel sur une durée de 5 ans du prix de revient du téléphone portable sera déclaré fiscalement pour le membre du personnel.

Article 3:

Un avantage de toute nature de 6 EUR par mois est déclaré pour l'usage privé du PC portable mis à disposition par l'Administration.

Article 4 :

Le présent règlement entre en vigueur au 01.10.2020.

Article 5 :

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Gemeentepersoneel. Reglement betreffende het gebruik van een draagbare telefoon en een laptop voor professionele- en persoonlijke doeleinden.

DE RAAD, verenigd in openbare zitting,

Gelet op de noodzaak voor het Bestuur om een draagbare telefoon en/of laptop ter beschikking te stellen van bepaalde personeelsleden en om de kosten die verbonden zijn aan het professionele gebruik van die draagbare telefoon of van een persoonlijke draagbare telefoon en/of een laptop ten laste te nemen;

Gelet op de noodzaak om een duidelijke scheiding te voorzien tussen professioneel en persoonlijk gebruik van de draagbare telefoon;

Overwegende dat het belastbare fiscale voordeel kan worden verminderd tot beloop van de bijdrage van het personeelslid in de gebruikskosten van de draagbare telefoon;

Overwegende dat een systeem van split billing om onderscheid te maken tussen de facturering van het professionele gebruik (aan de werkgever) en het privégebruik (aan het personeelslid), vastgelegd op basis van een analyse van het gemiddelde aantal professionele oproepen per type functie, een gerechtvaardigde opsplitsing van de kosten mogelijk maakt;

Overwegende dat de afschrijving van een draagbare telefoon en een laptop van de gemeente plaatsvindt over een periode van vijf jaar;

Gelet op de onderhandelingen gevoerd binnen het Onderhandelingscomité met de representatieve vakbondsorganisaties, en het daaruit voortvloeiende protocol;

Gelet op artikel 6 § 1 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de artikelen 117, 119 en 145 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen:

BESLIST:

Artikel 1:

Om een systeem van split billing (gescheiden facturering) toe te passen, waarmee het professionele gebruik van een draagbare telefoon wordt gefactureerd aan de gemeentelijke administratie en de rest aan het personeelslid/de gebruiker volgens het onderstaande overzicht, rekening houdend met de realiteit op het terrein van de verschillende beroepen in kwestie:

<u>Functie</u>	<u>Kosten voor het GB</u>	<u>Kosten voor de beambte</u>
Gemeentesecretaris Sectorverantwoordelijke – Maatschappelijk leven en Burger	€ 20	Rest

Sectorverantwoordelijke – Financiën Sectorverantwoordelijke – Logistieke ondersteuning Sectorverantwoordelijke – Ploegbaas stortplaats en gemeentelijke opslagplaats Sectorverantwoordelijke – Studie-beheer van de gebouwen Sectorverantwoordelijke – Onderhoud en technische uitvoering	€ 15	Rest
Sectieverantwoordelijke – Ploegbaas netheid Sectieverantwoordelijke – Gemeenschapswacht- vaststeller Operationeel verantwoordelijke – Groene ruimten Operationeel verantwoordelijke – Vrije tijd Operationeel verantwoordelijke – Economische promotie Operationeel verantwoordelijke – Regie der werken	€ 10	Rest
Vaststellend ambtenaar Code 4 netheidswerker van de binnenruimten Maatschappelijk assistent – Opvangvoorzieningen Chauffeur Conciërge Opvoeder Verantwoordelijke straathoekwerker Gemeenschapswacht Dossierbeheerder - Onderhoud Dossierbeheerder – Coördinator OVT Dossierbeheerder – Opvangvoorzieningen en kinderopvang Dossier- en projectbeheerder – Huisvesting Dossier- en projectbeheerder – Economische promotie Dossier- en projectbeheerder – Technisch tekenaar Dossier- en projectbeheerder – Mobiliteit Dossier- en projectbeheerder – Dienst Architectuur Verpleegkundige Tuinder – D Magazijnier-Regie der werken Magazijnier-Economaat Mecaniciën Schoolbemiddelaar Marktmeester Regisseur	€ 5	Rest

Sectieverantwoordelijke – Architectuur Sectieverantwoordelijke – Begraafplaatsconservator Sectieverantwoordelijke – Coördinator straathoekwerker Sectieverantwoordelijke – Kok Sectieverantwoordelijke – Evenementen Sectieverantwoordelijke – Garage, winkel en bus Sectieverantwoordelijke – Parkwachters Sectieverantwoordelijke – Verpleegkundige Opvangvoorzieningen Sectieverantwoordelijke – Schoolbemiddelaar Sectieverantwoordelijke – Netheid Sectieverantwoordelijke – Regie der werken Sectieverantwoordelijke – Sector Burger Sectieverantwoordelijke – DOAGM Sectieverantwoordelijke – Dienst Parken en tuinen Sectieverantwoordelijke – Logistieke ondersteuning Operationeel verantwoordelijke – Sociale actie Operationeel verantwoordelijke – Economaat Operationeel verantwoordelijke – Onderhoud Operationeel verantwoordelijke – Opvangvoorzieningen en kinderopvang Operationeel verantwoordelijke– IDPB Operationeel verantwoordelijke – Stedenbouw en Milieu Opvoeder DOAGM		
---	--	--

Artikel 2:

De draagbare telefoon is:

- Ofwel eigendom van het personeelslid.
- Ofwel eigendom van het gemeentebestuur. In dat geval wordt een voordeel van alle aard dat overeenstemt met de maandelijkse afschrijving over een periode van 5 jaar van de kostprijs van de draagbare telefoon, fiscaal aangegeven voor het personeelslid.

Artikel 3:

Een voordeel van alle aard van 6 EUR per maand wordt aangegeven voor het privégebruik van de laptop die door het bestuur ter beschikking wordt gesteld.

Artikel 4:

Dit reglement treedt in werking op 01.10.2020.

Artikel 5:

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichhoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

27.08.2020/A/0015 **Règlement relatif à l'octroi d'une allocation pour l'exercice de fonctions supérieures aux membres du personnel communal.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu la délibération du Conseil communal du 26.03.2009 relative à l'octroi d'une allocation pour l'exercice de fonctions supérieures aux membres du personnel communal ;

Considérant qu'une modification s'impose pour des raisons pratiques de fonctionnement de service et en raison de la pénurie de certains profils sur le marché de l'emploi;

Vu la négociation syndicale et le protocole en résultant ;

Vu les articles 117 et 145 de la loi communale ;

Vu l'article 6 § 2 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article 1

Une allocation peut être accordée pour l'exercice de fonctions supérieures aux membres du personnel communal, à l'exception des titulaires des grades légaux et du personnel enseignant.

Article 2

On entend par fonction supérieure, toute fonction prévue au cadre du personnel et dont l'attribution est de nature à consacrer un avancement de grade.

Article 3

La désignation pour exercer la fonction supérieure se fait par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Article 4

Le bénéfice de l'allocation peut être accordé à l'agent qui a exercé les fonctions supérieures d'une façon ininterrompue pendant deux mois au moins.

Article 5

L'allocation peut être accordée dès le jour où la charge de la fonction supérieure a été

assumée effectivement sans préjudice du délai fixé à l'article 4. Elle est payée mensuellement et à terme échu.

Article 6

§ 1. L'allocation est qualifiée allocation d'intérim.

§ 2. Elle est fixée au montant de la différence entre la rétribution dont l'intéressé bénéficierait dans le grade de la fonction assumée provisoirement sur base de son ancienneté pécuniaire propre et la rémunération dont il bénéficie dans son grade effectif.

~~Le nouveau traitement du membre du personnel exerçant les fonctions supérieures ne peut en aucun cas dépasser 135% de son traitement initial.~~

A partir du grade A8, le traitement de la fonction assumée ne peut être pris en considération que si le membre du personnel qui exerce les fonctions supérieures répond aux conditions d'âge et d'ancienneté telles que reprises dans les conditions d'accès desdits grades. Dans le cas contraire, c'est le traitement du grade A6 qui est pris en considération.

La rétribution visée à l'alinéa précédent comprend :

1. le traitement ;
2. l'éventuelle allocation de foyer ou de résidence.

§ 3. Elle est calculée sur base du nombre de jours que comporte la période d'exercice de la fonction supérieure, l'année étant réputée de 360 jours.

Article 7

L'agent statutaire qui est en disponibilité pour maladie ou infirmité ne bénéficie plus de l'allocation d'intérim.

Le membre du personnel contractuel ou ACS en congé de maladie ne bénéficie plus de l'allocation d'intérim à partir du moment où il est à charge de la mutualité.

Article 8

Si l'agent est promu à titre définitif à l'emploi qu'il a exercé sans interruption, les services prestés à titre provisoire sont pris en considération tant pour la fixation du traitement que pour l'ancienneté dans le grade, sans toutefois remonter au-delà de la date à laquelle l'intéressé a rempli toutes les conditions requises par les dispositions statutaires pour accéder au grade.

Article 9

Le présent règlement entre en vigueur à partir du 01.08.2020 et abroge le règlement relatif à l'octroi d'une allocation pour l'exercice de fonctions supérieures aux membres du personnel communal fixé par la délibération du Conseil communal du 25.02.2016.

Article 10

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Reglement betreffende de toekenning van een toelage wegens de uitoefening van hogere functies aan de leden van het gemeentepersoneel

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 26 maart 2009 betreffende de toekenning van een toelage wegens uitoefening van hogere functies aan de leden van het gemeentepersoneel;

Overwegende dat een wijziging zich opdringt vanwege de praktische werking van de diensten en vanwege het tekort aan sommige profielen op de arbeidsmarkt;

Gelet op het syndicaal overleg en het daaruit voortvloeiende protocol;

Gelet op de artikelen 117 en 145 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Een toelage voor de uitoefening van hogere functies kan toegekend worden aan de leden van het gemeentepersoneel, met uitzondering van de houders van een wettelijke graad en het onderwijzend personeel.

Artikel 2

Onder 'hogere functie' wordt verstaan, elke functie die voorzien is in het personeelskader en waarvan de toekenning van zodanige aard is dat zij een bevordering tot een hogere graad inhoudt.

Artikel 3

De aanwijzing voor de uitoefening van de hogere functies gebeurt door het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 4

De toelage kan toegekend worden aan het personeelslid dat de hogere functies zonder onderbreking uitgeoefend heeft gedurende ten minste twee maanden.

Artikel 5

De toelage kan toegekend worden vanaf de dag waarop de hogere functies werkelijk opgenomen zijn, onverminderd de termijn bepaald in artikel 4. De toelage wordt maandelijks uitbetaald na vervallen termijn.

Artikel 6

§1. De toelage wordt 'waarnemingstoelage' genoemd.

§2. Het bedrag van de toelage is gelijk aan het verschil tussen de bezoldiging die de betrokkene zou ontvangen in de graad van de voorlopig waargenomen functie op basis van zijn eigen geldelijke anciënniteit en de bezoldiging die hij in zijn effectieve graad ontvangt. ~~De nieuwe wedde van het personeelslid dat de hogere functies uitoefent, mag in geen geval 135% van de oorspronkelijke wedde overschrijden.~~

Vanaf de graad A8 mag de wedde van de uitgeoefende functie slechts in aanmerking genomen worden indien het personeelslid dat de hogere functies uitoefent, beantwoordt aan de leeftijds- en anciënniteitsvoorwaarden zoals vermeld in de toegangsvoorwaarden tot die graden. In het tegenovergestelde geval wordt de wedde van de graad A6 in aanmerking genomen.

De bezoldiging waarvan sprake in het vorige lid omvat:

1. de wedde;
2. de eventuele hard- of standplaatsvergoeding.

§3. De toelage wordt berekend op basis van het aantal dagen tijdens welke de hogere functies uitgeoefend worden, waarbij het jaar geacht wordt 360 dagen te tellen.

Artikel 7

Het vastbenoemde personeelslid dat wegens ziekte of gebrekkigheid in disponibiliteit is, ontvangt niet langer de waarnemingstoelage.

Het contractuele personeelslid of het GESCO dat in ziekteverlof is, ontvangt de waarnemingstoelage niet meer vanaf het ogenblik dat hij ten laste van de mutualiteit is.

Artikel 8

Indien het personeelslid definitief bevorderd wordt tot de betrekking die hij zonder onderbreking uitgeoefend heeft, worden de voorlopig gepresteerde diensten in aanmerking genomen zowel voor de vaststelling van de wedde en als voor de anciënniteit in de graad, zonder evenwel terug te gaan tot vóór de datum waarop de betrokkene alle vereiste statutaire voorwaarden vervulde om tot de graad toegelaten te worden.

Artikel 9

Dit reglement treedt in werking op 01.08.2020 en schaft het reglement betreffende de toekenning van een toelage wegens uitoefening van hogere functies aan de leden van het gemeentepersoneel, vastgesteld bij beraadslaging van de gemeenteraad van 25.02.2016, af.

Artikel 10

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

BURGEMEESTER EN SCHEPENEN

27.08.2020/A/0016 **Ordonnance de police du Bourgmestre du 20 août 2020 sur l'interdiction, à l'exception des débits de boisson, restaurants, services de livraison, de vendre des boissons alcoolisées à emporter sur le territoire de la commune de Evere de 22h à 7h du matin à partir du 21 août jusqu'au 13 septembre 2020 inclus.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Vu l'article 135, §2 de la nouvelle loi communale qui dispose que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la sécurité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics;

Vu l'article 134 de la même loi qui, en cas d'urgence, confie au bourgmestre cette compétence réglementaire de police, lorsque le moindre retard pourrait occasionner des dangers ou des dommages pour les habitants;

Considérant que les services de police ont constaté, entre le 1^{er} juillet 2020 et le 16 août 2020, plus de faits de trouble à l'ordre public liés à la consommation d'alcool dans le quartier de la Place Liedts, Place de la Reine mais également sur le territoire des communes d'Evere et Saint Josse-ten-Noode (Place Hauwaerts, rue Verbiest, Place de la Paix, Place Paduwa, rue de Liedekerke);

Considérant qu'il ressort que des problèmes majeurs liés au maintien et au rétablissement de l'ordre public doivent être appréhendés sur le territoire de la zone de police;

Considérant le grand nombre de personnes présentes dans les quartiers susmentionnés et s'approvisionnant en boissons alcoolisées aux abords des magasins de nuit et des librairies;

Considérant la présence dans ces quartiers de magasins de nuit vendant de l'alcool à de heures tardives;

Considérant que les troubles constatés et liés à la consommation d'alcool risquent de s'aggraver compte tenu du nombre de personnes identifiées par les services de police comme ayant troublé ou participé directement à un trouble à l'ordre public;

Considérant qu'il appartient à l'autorité communale de prendre les mesures adaptées et proportionnelles afin d'assurer le maintien de l'ordre public;

Considérant, vu l'urgence de la situation, et afin de ramener la sécurité et la tranquillité publique dans cet espace public, qu'une mesure d'interdiction de consommation d'alcool sur la voie publique durant des heures plus problématiques est la seule mesure efficace et nécessaire vu les constats émis par les services de police;

Considérant que la mesure générale visée à l'article 85 du Règlement général de police et relative à l'interdiction de consommation d'alcool sur la voie publique entre 22 heures et 9 heures du matin doit être étendue sur le territoire de la zone de police en urgence et afin d'éviter le risque d'émeute;

Considérant, au regard de l'augmentation des incidents intervenus depuis fin mars 2020 et

plus particulièrement en juin, juillet et août 2020, qu'il convient de prendre en urgence une ordonnance de police à portée générale dans la mesure où tout retard risque d'occasionner des dommages et des atteintes graves à l'ordre public;

Considérant qu'en cas d'événements graves, imprévus et qui nécessitent une réaction urgente, le bourgmestre est fondé à se substituer au conseil communal pour exercer le pouvoir réglementaire de police communale de ce dernier, à charge pour lui d'en donner sur le champ communication au conseil;

Vu l'adoption d'une ordonnance de police sur l'interdiction, à l'exception des débits de boisson, restaurants, services de livraison, de vendre des boissons alcoolisées de 22h à 7h du matin à partir du 21 août 2020 jusqu'au 13 septembre 2020 inclus;

Considérant que cette ordonnance de police doit être approuvée par le conseil communal lors de sa prochaine réunion;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver l'ordonnance de police du Bourgmestre du 20.08.2020 sur l'interdiction, à l'exception des débits de boisson, restaurants, services de livraison, de vendre des boissons alcoolisées à emporter sur le territoire de la commune de Evere de 22h à 7h du matin à partir du 21 août 2020 jusqu'au 13 septembre 2020 inclus.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Politieverordening van de Burgemeester van 20 augustus 2020 betreffende het verbod op de verkoop van alcoholische dranken om mee te nemen, met uitzondering van drankgelegenheden, restaurants, bezorgdiensten, van 22 uur tot 7 uur 's morgens vanaf 21 augustus 2020 tot en met 13 september 2020 op het grondgebied van de gemeente Evere.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet dat artikel 135, §2 van de nieuwe gemeentewet bepaalt dat de gemeenten tot taak hebben om ten behoeve van de inwoners te voorzien in een goede politie, met name de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen;

Gelet dat artikel 134 van diezelfde wet die, in geval van nood, deze regelgevende

bevoegdheid van de politie aan de burgemeester toevertrouwt wanneer de minste vertraging gevaar of schade zou kunnen veroorzaken voor de inwoners;

Overwegende dat tussen 1 juli 2020 en 16 augustus 2020 de politiediensten een groter aantal feiten van verstoring van de openbare orde hebben vastgesteld die verband houden met alcoholgebruik in de buurt van het Liedtsplein, het Koninginneplein maar ook op het grondgebied van de gemeenten Evere en Sint-Joost-ten-Node (Hauwaertplein, Verbieststraat, Vredeplein, Paduwaplaats, de Liedekerkestraat);

Overwegende dat gevreesd wordt voor grote problemen met betrekking tot de handhaving en het herstel van de openbare orde op het grondgebied van de politiezone;

Overwegende het groot aantal personen dat aanwezig is in de bovenvermelde wijken en zich van alcoholische dranken voorziet in de omgeving van nacht- en krantenwinkels;

Overwegende de aanwezigheid in deze wijken van nachtwinkels die tot in de late uren alcohol verkopen;

Overwegende het feit dat de vastgestelde problemen te wijten aan het gebruik van alcohol dreigen te verergeren rekening houdend met het aantal personen dat door de politiediensten werd geïdentificeerd vanwege het verstoren van de openbare orde of het rechtstreeks deelnemen aan de verstoring van de openbare orde;

Overwegende dat het de verantwoordelijkheid van het gemeentebestuur is om passende en evenredige maatregelen te nemen om de handhaving van de openbare orde te waarborgen;

Overwegende dat, gelet op de dringendheid van de situatie, en om de veiligheid en de openbare rust in deze openbare ruimte terug te brengen, een verbodsmaatregel op het gebruik van alcohol op de openbare weg tijdens de meest problematische uren, de enige doeltreffende en noodzakelijke maatregel is gezien de vaststellingen van de politiediensten;

Overwegende dat de algemene maatregel bedoeld in artikel 85 van het algemeen politiereglement en die betrekking heeft op het verbod om alcohol op de openbare weg te consumeren tussen 22 uur en 9 uur 's morgens, met spoed moet worden uitgebreid over het grondgebied van de politiezone, dit om het risico op rellen te vermijden;

Overwegende dat - rekening houdend met de stijging van het aantal incidenten dat zich heeft voorgedaan sinds eind maart 2020 en meer in het bijzonder in juni, juli en augustus 2020 - het nodig is om met spoed een algemene politieverordening uit te vaardigen, aangezien elke vertraging ernstige schade en inbreuken op de openbare orde zou kunnen veroorzaken;

Overwegende dat in geval van ernstige, onvoorziene gebeurtenissen die een dringende reactie vereisen, de burgemeester het recht heeft de gemeenteraad te vervangen om de regelgevende bevoegdheid van de gemeentepolitie uit te oefenen; onder verplichting voor hem om daarvan onverwijld aan de gemeenteraad kennis te geven;

Gelet op de goedkeuring van een politieverordening die de verkoop van alcoholische dranken om mee te nemen, met uitzondering van drankgelegenheden, restaurants, bezorgdiensten, van 22 uur tot 7 uur 's morgens vanaf 21 augustus 2020 tot en met 13 september 2020 verbiedt;

Overwegende dat deze politieverordening door de gemeenteraad moet goedgekeurd worden tijdens de volgende vergadering;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De politieverordening van de Burgemeester van 20 augustus 2020 die de verkoop van alcoholische dranken om mee te nemen, met uitzondering van drankgelegenheden, restaurants, bezorgdiensten, van 22 uur tot 7 uur 's morgens vanaf 21 augustus 2020 tot en met 13 september 2020 op het grondgebied van de gemeente Evere verbiedt, goed te keuren.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

SECRÉTARIAT COMMUNAL - GEMEENTESECRETARIAAT

27.08.2020/A/0017 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 16.07.2020 - Approbation.**

Vu l'absence de remarques concernant le projet de procès-verbal de la réunion du Conseil communal précédent, le procès-verbal est considéré comme adopté.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 24 votes positifs, 7 abstentions.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 16.07.2020 - Goedkeuring.

Gelet op het gegeven dat geen opmerkingen werden geformuleerd op het ontwerp van proces-verbaal van de vorige vergadering van de Gemeenteraad, wordt het proces-verbaal geacht goedgekeurd te zijn.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 24 positieve stemmen, 7 onthoudingen.

Levée de la séance à 22:15
Opheffing van de zitting om 22:15

Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Le Président du Conseil communal,
De Voorzitter van de gemeenteraad,

Dirk Borremans

Ingrid Haelvoet